

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205658]

**11 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant organisation de mesures budgétaires et comptables diverses, des contrôle et audit internes budgétaires et comptables, du contrôle administratif et budgétaire et de la structure budgétaire de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 28/3, inséré par le décret du 3 décembre 2015;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, l'article 86, inséré par le décret du 17 décembre 2015, notamment les livres II et III;

Vu l'avis du Conseil général, donné le 6 juillet 2017;

Vu l'avis du Comité « Bien-être et Santé », donné le 19 juin 2017;

Vu l'avis du Comité « Familles », donné le 20 juin 2017;

Vu l'avis du Comité « Handicap », donné le 15 juin 2017;

Vu le rapport du 17 décembre 2018 visé à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension de genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 décembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 décembre 2018;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 65.121/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 janvier 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale et de la Santé et du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

**Livre I<sup>er</sup>. — Définitions et champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'unité d'administration publique définie à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret du 15 décembre 2011.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le décret du 15 décembre 2011 : le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

2<sup>o</sup> l'Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;

3<sup>o</sup> le service comptable et financier : le service interne composé des acteurs chargés de la gestion budgétaire et comptable de l'Agence;

4<sup>o</sup> l'unité de contrôle des engagements : le service interne qui est chargé, au sein du service comptable et financier, du contrôle des engagements;

5<sup>o</sup> l'unité de contrôle des liquidations : le service interne qui est chargé, au sein du service comptable et financier, du contrôle des liquidations;

6<sup>o</sup> le créancier originaire : le titulaire de l'engagement juridique sur l'Agence ou toute autre personne pouvant obtenir paiement tenant des droits dérivés sur celui-ci et ne pouvant avoir plus de droits qu'il n'en a;

7<sup>o</sup> le caissier : l'établissement de crédit désigné en application de l'arrêté royal du 6 août 1990 fixant les modalités d'organisation de la trésorerie des Communautés, des Régions et de la Commission communautaire commune;

8<sup>o</sup> l'agent : l'agent statutaire occupé à titre définitif dans les services de l'Agence au sens du Code de la Fonction publique wallonne;

9<sup>o</sup> le membre du personnel : le membre du personnel de l'Agence, quel que soit le lien juridique de travail qui le lie à l'Agence, à l'exception de l'agent;

10<sup>o</sup> l'autorité responsable : toute autorité, hiérarchique ou non, qui a pour mission d'opérer une vérification d'opérations budgétaires, comptables, financières ou patrimoniales;

11<sup>o</sup> les dépenses récurrentes : les dépenses indispensables au fonctionnement des services dont les montants sont exigibles pendant l'année budgétaire, mais qui résultent, soit d'obligations dont les effets s'étendent sur plusieurs années et dont l'imputation sur l'année de leur naissance représenterait une charge sans lien économique avec celle-ci, soit d'obligations dont le montant exigible au cours de chaque exercice n'est pas connu au moment de leur naissance.

**Livre II. — Organisation et exécution budgétaire et comptable****Titre I<sup>er</sup>. — Acteurs internes****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Séparation des fonctions**

**Art. 3.** Au sein de l'Agence, la perception des recettes et les dépenses sont réalisées à l'intervention d'ordonnateurs, de receveurs et de trésoriers.

Les rôles d'ordonnateur et de trésorier sont exercés par des agents ou membres du personnel distincts.

Lorsqu'il n'est fonctionnellement pas possible de séparer les fonctions de receveur et de trésorier, elles peuvent être exercées par un même agent ou un même membre du personnel.

**Art. 4.** L'acte de désignation des ordonnateurs, receveurs et trésoriers contient l'objet et la date à partir de laquelle l'agent ou le membre du personnel entre en fonction.

Une copie en est communiquée à la Cour des comptes.

CHAPITRE II. — *Ordonnateurs*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne le budget de gestion de l'Agence, la fonction d'ordonnateur primaire est exercée au nom de l'Agence par le Conseil général.

Le rôle d'ordonnateur délégué est exercé par les agents ou membres du personnel de l'Agence y habilités par décision du Conseil général, publiée au *Moniteur belge*.

Les ordonnateurs délégués agissent uniquement dans les conditions et les limites qui sont fixées par le Conseil général.

§ 2. En ce qui concerne le budget des missions dévolu aux missions paritaires de l'Agence, la fonction d'ordonnateur primaire est exercée au nom de l'Agence par les Comités de branche, selon la matière concernée.

Le rôle d'ordonnateur délégué est exercé par les agents ou membres du personnel de l'Agence y habilités par décision du Comité de branche concerné, publiée au *Moniteur belge*.

Les ordonnateurs délégués agissent uniquement dans les conditions et les limites qui sont fixées par le Comité de branche concerné.

§ 3. En ce qui concerne le budget des missions dévolu aux missions non paritaires de l'Agence, la fonction d'ordonnateur primaire est exercée au nom de l'Agence par le ou les Ministres fonctionnellement compétents.

Le rôle d'ordonnateur délégué est exercé par les agents ou membre du personnel de l'Agence y habilités par arrêté du Gouvernement.

Les ordonnateurs délégués agissent uniquement dans les conditions et les limites qui sont fixées par le Gouvernement.

§ 4. Sans préjudice d'autres contrôles organisés au sein de l'Agence, les ordonnateurs visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 mettent en place les systèmes de gestion et de procédures de contrôle interne adaptés à l'exécution de leurs tâches.

**Art. 6.** Dans le respect des dispositions visées à l'article 4, l'Agence établit et met à jour un relevé des agents et membres du personnel chargés d'une fonction d'ordonnateur délégué en application de l'article 5, §§ 1<sup>er</sup> à 3, ainsi que des conditions et limites y liées.

CHAPITRE III. — *Receveurs chargés du recouvrement des recettes*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les droits constatés à charge de tiers constituent les créances établies par les ordonnateurs qui sont :

1<sup>o</sup> enregistrées, selon leurs ordres, dans les comptes de la comptabilité budgétaire, au niveau des articles de base ainsi que simultanément dans les comptes de la classe 4 du bilan et, en contrepartie, dans le compte de résultats;

2<sup>o</sup> communiquées à un receveur chargé d'en poursuivre le recouvrement.

§ 2. Lorsque des recettes sont perçues alors que, lors d'un exercice budgétaire ultérieur, il apparaît que leurs droits ont été constatés erronément, leur montant est restitué à l'intervention de l'ordonnateur à la charge d'un article de base prévu à cet effet dans le budget des dépenses.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le rôle de receveur est exercé par un agent ou membre du personnel de l'Agence désigné par décision du Conseil général, sur proposition de l'administrateur général moyennant accord préalable du Ministre de tutelle, publiée au *Moniteur belge*.

§ 2. Dans chaque acte de désignation d'un receveur titulaire, tel que visé au paragraphe 1<sup>er</sup> et à l'article 9, un receveur suppléant au moins peut être désigné pour remplacer le receveur titulaire, sous la responsabilité de ce dernier et durant la période de son absence temporaire.

**Art. 9.** Chaque receveur ou receveur-trésorier titulaire rend compte de sa gestion selon le modèle fixé par le Ministre du budget.

Les pièces justificatives originales des comptes, visées à l'article 62, sont conservées jusqu'au 31 décembre par le service comptable et financier.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Au sein de l'Agence, un receveur centralisateur est désigné parmi les agents ou membres du personnel de niveau A ou B de l'Agence par décision du Conseil général, sur proposition de l'administrateur général moyennant accord préalable du Ministre de tutelle, publiée au *Moniteur belge*.

Si un seul receveur ou receveur-trésorier est désigné au sein de l'Agence, celui-ci est désigné receveur-centralisateur.

§ 2. L'agent ou membre du personnel exerçant les fonctions cumulées de receveur et de trésorier est désigné par un seul et même acte.

CHAPITRE IV. — *Trésoriers*

## Section 1. — Désignation et missions

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le rôle de trésorier est exercé par un agent ou membre du personnel de l'Agence désigné par décision du Conseil général, sur proposition de l'administrateur général moyennant accord préalable du Ministre de tutelle, publiée au *Moniteur belge*.

§ 2. Dans chaque acte de désignation d'un trésorier titulaire, visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, un trésorier suppléant au moins peut être désigné pour remplacer le trésorier titulaire, sous la responsabilité de ce dernier et durant la période de son absence temporaire ou de son empêchement.

§ 3. Les trésoriers agissent uniquement dans les conditions et les limites qui sont fixées dans leur acte de désignation.

§ 4. Sans préjudice d'obligations spécifiques leur applicables en la matière, l'identité des trésoriers fait l'objet d'une publication.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les trésoriers sont chargés du paiement des dépenses sur ordre des ordonnateurs et, si elles ont été perçues préalablement par un receveur-trésorier, de l'encaissement direct des recettes ou de leur centralisation. Ils peuvent procéder au remboursement des sommes indûment perçues.

§ 2. Les paiements sont exécutés de préférence par virement vers un compte financier ouvert au nom du bénéficiaire identifié lors de l'engagement juridique de la dépense.

§ 3. Au sein de l'Agence :

1° les opérations financières non liées au budget ainsi que les opérations de gestion de fonds de tiers peuvent uniquement être exécutées par le trésorier centralisateur et sur ordre de l'autorité responsable, sans préjudice d'autres dispositions légales;

2° le trésorier centralisateur visé à l'article 13 est autorisé à utiliser les lignes de crédit consenties par le caissier lorsqu'elles sont mobilisées par l'autorité responsable pour couvrir des ordres de virement.

#### Section 2. — Trésorier centralisateur

**Art. 13.** La centralisation des entrées et des sorties de fonds de l'Agence est confiée à un trésorier centralisateur qui opère dans un système central directement relié à la comptabilité générale.

**Art. 14.** L'Agence établit et met à jour un relevé des comptes financiers dont le trésorier centralisateur visé à l'article 13 a la responsabilité et qui sont nécessaires à la centralisation des recettes et au paiement des dépenses ainsi qu'aux opérations financières non liées au budget. Ces comptes permettent d'établir la situation des flux de trésoreries de l'Agence.

**Art. 15.** Dans la décision de désignation visée à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, un trésorier centralisateur suppléant au moins est désigné pour remplacer le trésorier centralisateur titulaire, sous la responsabilité de ce dernier et durant la période de son absence temporaire ou de son empêchement.

Toutefois, l'administrateur général peut imposer au trésorier centralisateur suppléant qu'il agisse sous sa propre responsabilité et rende un compte de sa gestion, sans effet rétroactif, s'il exerce toujours la fonction au-delà d'une période de six mois.

#### Section 3. — Reddition des comptes

**Art. 16.** Les trésoriers rendent compte de leur gestion.

Ils appliquent pour ce faire les modèles fixés par le Ministre du Budget.

Un exemplaire du compte de gestion annuel et les pièces justificatives originales qui l'appuient, visées à l'article 62, sont conservés par le service comptable et financier jusqu'au 31 décembre de l'année de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable.

#### CHAPITRE V. — Personnes chargées de la tenue de la comptabilité

**Art. 17.** L'administrateur général ou tout agent ou membre du personnel de niveau A, B ou C désigné par lui à cet effet procède à :

1° la gestion des accès au système informatisé, en encodage ou en consultation;

2° la passation ou la validation des écritures comptables;

3° l'établissement des rapports comptables intermédiaires et du compte général annuel qui est soumis, à l'intervention du Ministre de tutelle, au Gouvernement pour approbation.

**Art. 18.** Tout agent ou membre du personnel de niveau A, B ou C désigné par l'administrateur général en application de l'article 17 ne peut être ni ordonnateur délégué, ni receveur, ni trésorier.

**Art. 19.** Complémentairement aux missions visées à l'article 17, un rapportage hebdomadaire de l'état des engagements et des liquidations à charge des crédits de l'Agence, ainsi qu'un rapportage hebdomadaire de l'état des visas d'engagement et de l'encours des engagements est effectué à destination :

1° du ou des Ministres fonctionnellement compétents;

2° du Ministre du Budget;

3° de l'Inspection des Finances;

4° des Commissaires du Gouvernement;

5° du Président du Conseil de monitoring financier et budgétaire.

En outre, toute demande d'information complémentaire peut être sollicitée par les personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Une protection des données à caractère personnel est organisée par le gestionnaire du système informatisé afin d'assurer le respect de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

### Titre II. — Elaboration du budget

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Elaboration du budget initial

##### Section 1. — Propositions budgétaires provisoires

**Art. 20.** Le Conseil de monitoring financier et budgétaire, sur la base des derniers chiffres publiés par le Bureau fédéral du Plan et si aucune décision spécifique préalable n'a été prise par le Gouvernement, arrête au plus tard pour le 15 mars de l'année précédant l'exercice budgétaire concerné les paramètres sur la base desquels le projet de budget des recettes et le projet de budget des dépenses de l'Agence seront établis.

**Art. 21.** Sur base des éléments visés à l'article 20, l'Agence évalue les moyens qui seront mis à sa disposition, en fonction des paramètres macroéconomiques et sur la base de l'évolution pluriannuelle prévue des subventions telle que reprise dans son contrat de gestion.

##### Sous-section 1. — Avant-projet de budget de gestion

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Sur la base des paramètres visés à l'article 20 et de l'application du contrat de gestion pour le calcul des subventions faites à l'Agence en matière de fonctionnement, le Conseil général établit un avant-projet de budget de gestion pour l'Agence.

Un rapport circonstancié interne à l'Agence accompagne l'avant-projet de budget remis par le Conseil général.

En cas d'insuffisance de moyens, le rapport remis par le Conseil général :

1° en cas de déficit constaté à politique constante, spécifie les mesures qui pourraient être prises par le Conseil en vue de juguler le déficit constaté;

2° justifie la demande de moyens complémentaires dans le cas de dépenses nouvelles.

L'avant-projet de budget est établi au plus tard pour le 10 mai de l'année précédant l'exercice budgétaire concerné.

§ 2. L'avant-projet de budget visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est transmis au Conseil de monitoring financier et budgétaire pour avis.

Le Conseil de monitoring financier et budgétaire remet son avis au plus tard pour le 20 mai de l'année en cours.

§ 3. L'avant-projet de budget visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, ainsi que l'avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire, sont transmis aux Comités de branche pour information.

#### Sous-section 2. — Avant-projet de budget des missions

**Art. 23.** Sur la base des paramètres visés à l'article 20 et de l'application du contrat de gestion pour le calcul des subventions faites à l'Agence en matière de missions, le Conseil général arrête pour le 15 avril précédant l'exercice budgétaire concerné au plus tard les montants retenus au titre de subventions provisoires en matière de missions, ainsi que leur répartition entre les branches.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Sur la base des paramètres visés à l'article 20, les Commissions visées aux articles 12 à 16/1 et 23 et 24 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé établissent un avant-projet de budget pour les matières qui les concernent, en distinguant le coût et son évolution pour une matière donnée :

1° à politique constante, à savoir sans modification du cadre réglementaire applicable pour une politique concernée, en distinguant ce qui relève de l'évolution des paramètres macroéconomiques du reste;

2° à politique nouvelle, à savoir avec engagements budgétaires et juridiques nouveaux pour l'Agence.

Le projet de budget et les distinctions opérées à l'alinéa 1<sup>er</sup> concernent tant des augmentations que des diminutions de crédits.

§ 2. Un rapport circonstancié interne à l'Agence accompagne l'avant-projet de budget remis par les Commissions.

§ 3. Les éléments visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sont transmis aux Comités de branche concernés au plus tard pour le 15 avril de l'année précédant l'exercice budgétaire concerné.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Sur la base des paramètres visés à l'article 20 et sur la base des éléments visés à l'article 24, §§ 1<sup>er</sup> et 2, dans le respect des budgets leurs alloués par le Conseil général en application de l'article 23, chaque Comité de branche établit un avant-projet de budget pour les missions, paritaires et non paritaires, menées par sa branche, en ce compris les missions communes à plusieurs Comités.

Un rapport circonstancié interne à l'Agence accompagne l'avant-projet de budget remis par le Comité de branche.

En cas d'insuffisance de moyens, le rapport remis par le Comité de branche :

1° en cas de déficit constaté à politique constante, à savoir à cadre légal et réglementaire inchangé, spécifie les mesures qui seront prises par le Comité en vue de juguler le déficit, en ce compris une modification de la réglementation;

2° justifie la demande de moyens complémentaires dans le cas de dépenses nouvelles.

L'avant-projet de budget est établi au plus tard pour le 10 mai de l'année précédant l'exercice budgétaire concerné.

§ 2. L'avant-projet de budget visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est transmis au Conseil de monitoring financier et budgétaire pour avis.

Le Conseil de monitoring financier et budgétaire remet son avis au plus tard pour le 20 mai de l'année en cours.

§ 3. L'avant-projet de budget visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, ainsi que l'avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire, sont transmis au Conseil général sans délai.

#### Sous-section 3. — Projets de budget

**Art. 26.** Sur la base des éléments visés aux articles 22 et 25, le Conseil général arrête le projet de budget au plus tard le 15 juin de l'année précédant l'exercice budgétaire concerné.

Un rapport circonstancié accompagne le projet de budget.

En cas d'insuffisance de moyens, le rapport remis par le Conseil général :

1° en cas de déficit constaté à politique constante, spécifie les mesures qui seront prises par le Conseil général et les Comités de branche en vue de juguler le déficit;

2° justifie la demande de moyens complémentaires dans le cas de dépenses nouvelles.

Le projet de budget, ainsi que le rapport circonstancié, est envoyé aux Ministres fonctionnellement compétents dès arrêt par le Conseil général.

#### Section 2. — Propositions budgétaires définitives

**Art. 27.** Dès décision par le Gouvernement, le Ministre de tutelle notifie à l'Agence le montant des propositions de subventions définitives qui seront faites à l'Agence pour ses missions et soumises au vote du Parlement.

**Art. 28.** Sur la base des éléments visés à l'article 27, le Conseil général arrête dans un délai maximal de dix jours après notification du Ministre de tutelle, la répartition des propositions de subventions définitives qui seront faites à l'Agence pour ses missions entre les branches, tenant compte des montants arrêtés par le Gouvernement pour les politiques nouvelles.

**Art. 29.** Conformément à l'article 28/2 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, la partie consacrée au budget des missions qui ne sont pas paritaires est décidée par le Gouvernement et est intégrée au budget de l'Agence, sauf délégation arrêtée par le Gouvernement.

Le Gouvernement communique à l'Agence les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> au plus tard dans un délai maximal de dix jours après la notification du Ministre de tutelle visée à l'article 27.

**Art. 30.** Sur la base des articles 28 et 29, chacun des Comités de branche approuve dans un délai maximal de vingt jours après la notification du Ministre de tutelle visée à l'article 27 les propositions budgétaires définitives relatives aux missions exercées par sa branche, en ce compris les propositions budgétaires définitives relatives à des missions communes à différents Comités de branche et dans lesquelles il est concerné.

Passé le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou dans le cas où la majorité des membres ne se seraient pas exprimés favorablement en faveur du budget proposé, le vote définitif du budget de la branche est renvoyé au Conseil général.

La décision de chaque Comité de branche est immédiatement portée à la connaissance du Conseil général et du Conseil de monitoring financier et budgétaire.

**Art. 31.** Le Conseil de monitoring financier et budgétaire remet un avis sur les propositions définitives du budget des branches dans un délai maximal de cinq jours à dater de la réception de toutes les propositions budgétaires définitives visées à l'article 30.

L'avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire est immédiatement porté à la connaissance du Conseil général.

**Art. 32.** Le Conseil général adopte la proposition de budget définitif de l'Agence dans un délai maximal de cinq jours à dater de la réception de l'avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire visé à l'article 31.

Passé le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou dans le cas où la majorité des membres ne se seraient pas exprimé favorablement en faveur du projet de budget proposé, le Conseil général notifie sans délai aux Ministres fonctionnellement compétents afin de se dessaisir de ses compétences budgétaires.

L'adoption du budget définitif de l'Agence est alors renvoyée au Gouvernement, sur proposition conjointe des Ministres fonctionnellement compétents.

**Art. 33.** Conformément à l'article 28/5 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, le budget est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Sans l'approbation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, aucune demande de réallocation n'est introduite.

## CHAPITRE II. — *Elaboration de budgets ajustés*

### Section 1. — Propositions budgétaires provisoires

#### Sous-section 1. — Dispositions générales

**Art. 34.** L'Agence procède à un ajustement de son budget dès lors que les totaux de ses budgets de recettes et de dépenses sont modifiés, nécessitant un ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne.

**Art. 35.** Le Conseil de monitoring financier et budgétaire, sur la base des derniers chiffres publiés par le Bureau fédéral du Plan et si aucune décision spécifique préalable n'a été prise par le Gouvernement, arrête au plus tard pour le 20 février de l'exercice budgétaire en cours les paramètres sur la base desquels le projet de budget ajusté des recettes et le projet de budget ajustés des dépenses de l'Agence seront établis.

**Art. 36.** Sur base des éléments visés à l'article 20, l'Agence évalue les moyens qui seront mis à sa disposition, en fonction des paramètres macroéconomiques et sur la base de l'évolution pluriannuelle prévue des subventions telle que reprise dans son contrat de gestion.

#### Section 2. — Dispositions générales

##### Sous-section 1. — Avant-projet de budget de gestion

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Sur la base des paramètres visés à l'article 35 et de l'application du contrat de gestion pour le calcul des subventions faites à l'Agence en matière de fonctionnement, le Conseil général établit un avant-projet de budget de gestion pour l'Agence.

Un rapport circonstancié interne à l'Agence accompagne l'avant-projet de budget remis par le Conseil général.

En cas d'insuffisance de moyens, le rapport remis par le Conseil général :

1° en cas de déficit constaté à politique constante, spécifie les mesures qui pourraient être prises par le Conseil en vue de juguler le déficit constaté;

2° justifie la demande de moyens complémentaires dans le cas de dépenses nouvelles.

L'avant-projet de budget est établi au plus tard pour le 10 mars de l'exercice budgétaire en cours.

§ 2. L'avant-projet de budget visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est transmis au Conseil de monitoring financier et budgétaire pour avis.

Le Conseil de monitoring financier et budgétaire remet son avis au plus tard pour le 15 mars de l'exercice budgétaire en cours.

§ 3. L'avant-projet de budget visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, ainsi que l'avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire, sont transmis aux Comités de branche pour information.

##### Sous-section 2. — Avant-projet de budget des missions

**Art. 38.** Sur la base des paramètres visés à l'article 35, de l'application du contrat de gestion pour le calcul des subventions faites à l'Agence en matière de missions et des décisions prises par le Conseil général lors de l'élaboration du budget initial, l'Agence évalue pour le 1<sup>er</sup> mars au plus tard les montants retenus au titre de subventions provisoires en matière de missions, ainsi que leur répartition entre les branches.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Sur la base des paramètres visés à l'article 35, dans le respect des budgets leurs alloués par le Conseil général en application de l'article 23, chaque Comité de branche établit un avant-projet de budget ajusté pour les missions, paritaires et non paritaires, menées par sa branche, en ce compris les missions communes à plusieurs Comités.

Un rapport circonstancié interne à l'Agence accompagne l'avant-projet de budget remis par le Comité de branche.

En cas d'insuffisance de moyens, le rapport remis par le Comité de branche :

1° en cas de déficit constaté à politique constante, à savoir à cadre légal et réglementaire inchangé, spécifie les mesures qui seront prises par le Comité en vue de juguler le déficit, en ce compris une modification de la réglementation;

2° justifie la demande de moyens complémentaires dans le cas de dépenses nouvelles.

L'avant-projet de budget est établi au plus tard pour le 10 mars de l'exercice budgétaire concerné.

§ 2. L'avant-projet de budget visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est transmis au Conseil de monitoring financier et budgétaire pour avis.



Le Conseil de monitoring financier et budgétaire remet son avis au plus tard pour le 15 mars de l'année en cours.

§ 3. L'avant-projet de budget visé au § 1, ainsi que l'avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire, sont transmis au Conseil général sans délai.

#### Sous-section 3. — Projets de budget

**Art. 40.** Sur la base des éléments visés aux articles 37 et 39, le Conseil général arrête le projet de budget ajusté au plus tard le 20 mars de l'exercice budgétaire.

Un rapport circonstancié accompagne le projet de budget.

En cas d'insuffisance de moyens, le rapport remis par le Conseil général :

1° en cas de déficit constaté à politique constante, spécifie les mesures qui seront prises par le Conseil général et les Comités de branche en vue de juguler le déficit;

2° justifie la demande de moyens complémentaires dans le cas de dépenses nouvelles.

Le projet de budget, ainsi que le rapport circonstancié, est envoyé aux Ministres fonctionnellement compétents dès arrêt par le Conseil général.

#### Section 3. — Propositions budgétaires définitives

**Art. 41.** Dès décision par le Gouvernement, le Ministre de tutelle notifie à l'Agence le montant des propositions de subventions définitives qui seront faites à l'Agence pour ses missions et soumises au vote du Parlement.

**Art. 42.** Sur la base des éléments visés à l'article 41, le Conseil général arrête dans un délai maximal de sept jours après notification du Ministre de tutelle, la répartition des propositions de subventions définitives qui seront faites à l'Agence pour ses missions entre les branches, tenant compte des montants arrêtés par le Gouvernement pour les politiques nouvelles.

**Art. 43.** Conformément à l'article 28/2 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, la partie consacrée au budget des missions qui ne sont pas paritaires est décidée par le Gouvernement et est intégrée au budget de l'Agence, sauf délégation arrêtée par le Gouvernement.

Le Gouvernement communique à l'Agence les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> au plus tard dans un délai maximal de sept jours après la notification du Ministre de tutelle visée à l'article 40.

**Art. 44.** Sur la base des articles 42 et 43, chacun des Comités de branche approuve dans un délai maximal de quatorze jours après la notification du Ministre de tutelle visée à l'article 41 les propositions budgétaires définitives relatives aux missions exercées par sa branche, en ce compris les propositions budgétaires définitives relatives à des missions communes à différents Comités de branche et dans lesquelles il est concerné.

Passé le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou dans le cas où la majorité des membres ne se seraient pas exprimé favorablement en faveur du budget proposé, le vote du budget définitif du budget de la branche est renvoyé au Conseil général.

La décision de chaque Comité de branche est immédiatement portée à la connaissance du Conseil général et du Conseil de monitoring financier et budgétaire.

**Art. 45.** Le Conseil de monitoring financier et budgétaire remet un avis sur les propositions définitives du budget des branches dans un délai maximal de cinq jours à dater de la réception de toutes les propositions budgétaires définitives visées à l'article 44.

L'avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire est immédiatement porté à la connaissance du Conseil général.

**Art. 46.** Le Conseil général adopte la proposition de budget définitif de l'Agence dans un délai maximal de cinq jours à dater de la réception de l'avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire visé à l'article 45.

Passé le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou dans le cas où la majorité des membres ne se seraient pas exprimé favorablement en faveur du projet de budget proposé, le Conseil général notifie sans délai aux Ministres fonctionnellement compétents afin de se dessaisir de ses compétences budgétaires.

L'adoption du budget définitif de l'Agence est alors renvoyée au Gouvernement, sur proposition conjointe des Ministres fonctionnellement compétents.

**Art. 47.** Conformément à l'article 28/5 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, le budget est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Sans l'approbation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et jusqu'au vote du budget ajusté de la Région wallonne par le Parlement dans le cas d'un ajustement ordinaire, aucune demande de réallocation n'est introduite.

#### CHAPITRE III. — Adaptations techniques du budget

**Art. 48.** L'Agence procède à une adaptation technique de son budget dès lors que les totaux de ses budgets de recettes et de dépenses sont modifiés, sans que cela ne nécessite un ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne.

**Art. 49.** Toute proposition d'adaptation technique du budget est soumise à l'avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire avant dépôt pour approbation aux Comités de branche et au Conseil général.

Le Conseil de monitoring financier et budgétaire se réunit dans un délai maximal de cinq jours à dater de la réception de la demande d'adaptation technique du budget.

La remise d'avis par le Conseil de monitoring financier et budgétaire lance la procédure d'adaptation technique du budget.

**Art. 50.** Les Comités de branche et le Conseil général disposent de l'avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire au plus tard cinq jours avant de se prononcer sur la proposition d'adaptation technique qui leur est faite.

**Art. 51.** En suite de la remise d'avis visée à l'article 49, alinéa 3, aucune demande de nouvelle répartition des crédits n'a lieu jusqu'à l'approbation du budget par le Gouvernement dans le cas d'un ajustement technique.

En cas d'urgence impérieuse et dûment justifiée approuvée par le Conseil de monitoring financier et budgétaire, il peut être fait dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Titre III. — Exécution du budget****CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Règles d'imputation des recettes et des dépenses**

**Art. 52.** L'imputation de toute somme au budget est basée sur un document justificatif.

**Art. 53. § 1<sup>er</sup>.** Les recettes et les dépenses liquidées sont imputées au budget d'une année déterminée lorsque les droits sont constatés.

§ 2. L'obligation de payer existe lorsque et au moment où, en vertu des dispositions légales ou réglementaires applicables, une dette existe à charge de l'Agence ou une créance existe en sa faveur, indépendamment de la date d'échéance de cette dette ou de cette créance.

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires applicables, l'obligation de payer est réputée exister notamment pour, le cas échéant :

1° les traitements, pensions, primes occasionnelles et autres allocations particulières : au moment de la prestation, et pour les arriérés y afférents : à tout moment, quelle que soit l'année à laquelle ils se rapportent;

2° les travaux, fournitures et services, à l'exception des loyers et abonnements : au moment où le marché concernant des travaux, des fournitures et des services a été exécuté et accepté;

3° les loyers et les abonnements : à la date où ils sont dus en vertu de l'obligation contractuelle;

4° l'acquisition et la vente de biens immobiliers : au moment où la vente est parfaite entre parties;

5° les subventions dont l'octroi est réglé par des dispositions organiques : au moment où elles sont dues selon ces dispositions organiques;

6° les subventions dont l'octroi n'est pas réglé par des dispositions organiques : à la date où elles sont dues en vertu des dispositions relatives aux modalités de liquidation prévues par l'arrêté d'octroi;

7° les contributions versées à des organismes internationaux en exécution de traités : à la date où elles sont dues en vertu de l'obligation contractuelle;

8° les contributions volontaires à des organismes internationaux : à la date à laquelle l'arrêté ou l'acte d'allocation est notifié;

9° les octrois de crédit : à la date à laquelle l'arrêté ou l'acte d'allocation entre en vigueur;

10° les jugements et arrêts ou autres actes qui mettent fin à des litiges : à la date où ces jugements ou actes acquièrent force exécutoire.

**Art. 54. § 1<sup>er</sup>.** Toute dépense est engagée préalablement à sa liquidation.

L'imputation d'une dépense à la charge des crédits d'engagement d'une année déterminée est effectuée sur requête de l'ordonnateur après obtention d'un visa d'engagement, sous forme de numéro, millésimé ou qui garantisse son identification certaine, accordé par l'unité de contrôle des engagements.

La date d'imputation est déterminée par la date du visa d'engagement.

§ 2. Préalablement à l'engagement juridique, l'ordonnateur vérifie que l'engagement juridique est conforme à l'engagement budgétaire.

En cas d'insuffisance d'engagement budgétaire, il sollicite un complément d'engagement à la charge des crédits de l'année préalablement à l'engagement juridique.

En cas d'excédent d'engagement budgétaire, il peut en solliciter la restitution au crédit d'engagement concerné. Cette faculté peut uniquement être exercée si les engagements budgétaire et juridique sont rattachés à la même année budgétaire.

L'ordonnateur produit les pièces attestant de l'existence de l'engagement juridique corrélatif à l'engagement budgétaire au service comptable et financier.

§ 3. L'unité de contrôle des engagements vérifie que l'engagement juridique est intervenu au plus tard le 31 décembre de l'année suivant celle de l'engagement budgétaire.

La date de l'engagement juridique est déterminée par la date à laquelle une obligation est devenue irréversible à la charge du budget.

§ 4. Les phases d'engagements budgétaire et juridique peuvent être simultanées et le sont d'office pour les dépenses visées à l'article 22, § 3, du décret du 15 décembre 2011. Dans ce cas, la date de l'imputation des engagements budgétaires à la charge des crédits d'engagements et de l'enregistrement des engagements juridiques corrélatifs est celle du visa d'engagement budgétaire.

§ 5. Dans les cas visés à l'article 22, § 1<sup>er</sup>, du décret du 15 décembre 2011, le visa d'engagement et le numéro de bon de commande sont communiqués au tiers lors de la notification par l'ordonnateur et constituent la référence obligatoire que le tiers appose sur tous les documents relatifs au marché ou au subventionnement transmis par la suite à l'ordonnateur.

**Art. 55.** Outre les conditions fixées à l'article 53, l'imputation d'une dépense à charge des crédits de liquidation est précédée d'une inscription de la pièce justificative dans un compte d'attente de la comptabilité générale, jusqu'au moment où les contrôles ont été opérés et validés par l'unité de contrôle des liquidations.

Après imputation de la dépense à charge du crédit de liquidation, l'ordre de paiement donné par l'ordonnateur au trésorier ou au trésorier centralisateur est exécutable.

**CHAPITRE II. — Nouvelle répartition des crédits****Section 1. — Budget de gestion**

**Art. 56. § 1<sup>er</sup>.** Le Conseil général, sur proposition de l'Agence, décide de toute nouvelle répartition de crédits au sein du budget de gestion de l'Agence.

§ 2. La décision visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est sanctionnée par un arrêté du Ministre de tutelle.

§ 3. L'arrêté visé au paragraphe 2 est porté à la connaissance du Parlement wallon, de la Cour des Comptes, de l'Inspection des finances, du Ministre du Budget, du ou des Ministres fonctionnels et du Conseil de monitoring financier et budgétaire, par l'Agence.

*Section 2. — Budget des missions paritaires*

**Art. 57.** § 1<sup>er</sup>. Après avis du Conseil de monitoring financier et budgétaire, le ou les Comités de branche concernés, sur proposition de l'Agence, décident de toute nouvelle répartition de crédits au sein du budget des missions paritaires des branches dont ils ont la charge.

§ 2. La décision visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est sanctionnée par un arrêté du Ministre de tutelle.

§ 3. L'arrêté visé au paragraphe 2 est porté à la connaissance du Parlement, de la Cour des comptes, de l'Inspection des Finances, du Ministre du Budget du ou des Ministres fonctionnels et du Conseil général, par l'Agence.

*Section 3. — Budget des missions non paritaires*

**Art. 58.** § 1<sup>er</sup>. Le ou les Ministres fonctionnellement compétents, sur proposition éventuelle de l'Agence, décident de toute nouvelle répartition de crédits au sein du budget des missions non paritaires des branches dont ils ont la charge.

§ 2. Après avis favorable de l'Inspection des Finances, la décision visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est sanctionnée par un arrêté du Ministre de tutelle et du Ministre du Budget.

§ 3. L'arrêté visé au paragraphe 2 est porté à la connaissance du Parlement, de la Cour des comptes, de l'Inspection des Finances, du Conseil général et du ou des Comités de branche concernés, du Conseil de monitoring financier et budgétaire, par l'Agence.

*Section 4. — Dispositions générales*

**Art. 59.** Les demandes de nouvelle répartition des crédits sont :

1<sup>o</sup> motivées;

2<sup>o</sup> préalables à l'utilisation des crédits, excepté lorsqu'elles concernent des crédits de liquidation non limitatifs, auquel cas elles peuvent combler *a posteriori* un dépassement de crédits.

Elles sont uniquement introduites durant l'exercice en cours et sont validées au plus tard le 31 décembre de cet exercice.

**Titre IV. — Tenue de la comptabilité générale**

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Art. 60.** § 1<sup>er</sup>. Les comptabilités budgétaire et générale sont tenues de manière intégrée dans un système informatisé de livres et de comptes.

§ 2. La comptabilité générale enregistre une opération lors de la naissance, de la transformation ou de la disparition d'une valeur économique, d'un droit constaté ou d'une obligation.

Les imputations dans la comptabilité budgétaire des droits constatés résultant de relations avec des tiers donnent lieu à un enregistrement simultané en comptabilité générale.

Les opérations qui ne résultent pas de relations avec des tiers constituent des mouvements internes.

Lorsque l'Agence agit comme un intermédiaire dans la gestion de fonds de tiers, celle-ci est retracée dans la comptabilité générale en utilisant des comptes spécifiques.

CHAPITRE II. — *Plan comptable*

**Art. 61.** Le plan comptable applicable au sein de l'Agence est déterminé par le Gouvernement.

Les subdivisions en classes, sous-classes et rubriques de ce plan sont obligatoirement suivies. Dans le système informatisé, des positions supplémentaires sont réservées pour satisfaire aux besoins d'informations statistiques ou analytiques complémentaires.

A cette occasion, le Gouvernement fixe également les règles d'évaluation, d'amortissements, de constitution de provision pour risques et charges ainsi que les règles de réduction de valeur et de réévaluation.

**Titre V. — Pièces justificatives et leur conservation**

**Art. 62.** § 1<sup>er</sup>. Dans le respect des dispositions légales et réglementaires, les pièces justificatives des dépenses donnant lieu à un paiement sont répertoriées par journal comptable.

§ 2. Chaque pièce justificative est datée et identifiée par une mention contenant les caractéristiques budgétaires de la dépense et le numéro du visa d'engagement ainsi que toute autre donnée permettant d'établir une piste d'audit de l'engagement de la dépense jusqu'à son paiement.

§ 3. Les documents de contrôle imposés par la réglementation en vue de l'engagement ou de la liquidation de la dépense sont joints aux pièces justificatives.

§ 4. Les pièces justificatives nécessaires aux paiements sont transmises, soit :

1<sup>o</sup> par le dépôt de la pièce originale sur un support papier;

2<sup>o</sup> par voie électronique, à savoir émise et reçue uniquement par voie électronique.

Pour le 2<sup>o</sup>, l'authenticité de l'origine de la facture et l'intégrité de son contenu sont garantis conformément à la réglementation en vigueur.

Les copies sont seulement admises dans des situations dûment motivées.

**Art. 63.** Les pièces justificatives des recettes sont les déclarations de créances adressées aux débiteurs ou tout autre titre légalement ou réglementairement prévu.

Chaque pièce justificative est datée et identifiée par une mention contenant obligatoirement les caractéristiques budgétaires de la recette ainsi que toute autre donnée permettant d'établir une piste d'audit de la constatation du droit jusqu'à son encaissement.

**Art. 64.** Les écritures en comptabilités budgétaire et générale sont appuyées par les pièces justificatives visées aux articles 62, 63 et 66 en y faisant référence.



**Art. 65.** § 1<sup>er</sup>. Sont conservés de manière à garantir leur inaltérabilité et leur accessibilité :

1° les fichiers informatiques contenant les livres ainsi que les programmes et les systèmes permettant de les lire, durant une période de dix ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable;

2° en format papier ou en format électronique, les pièces justificatives de dépenses résultant d'une relation avec un tiers et visées à l'article 62, durant la même période que celle visée au 1°, sans préjudice d'un autre délai déterminé en application de l'article 74 du décret du 15 décembre 2011 en ce qui concerne la prescription;

3° en copie sur support papier ou électronique, les pièces justificatives des recettes visées à l'article 53, durant la même période que celle visée au 1°;

4° en format papier ou en format électronique, les pièces comptables visées à l'article 63, durant la même période que celle visée au 1°;

5° un exemplaire original des comptes annuels des receveurs et des trésoriers ainsi que les extraits de leurs comptes financiers, durant la même période que celle visée au 1°;

6° un exemplaire original de chaque compte général annuel, durant dix ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable.

§ 2. Les pièces justificatives sont conservées dans les lieux désignés par l'autorité responsable pour procéder à l'archivage. Elles peuvent être numérisées.

#### **Titre VI. — Intérêts de retard et recouvrement des créances**

##### **CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Intérêts à payer par les tiers**

**Art. 66.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la déduction d'intérêts est prévue par des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles et que le receveur constate l'absence de versement des montants dus à l'échéance, un intérêt dont le taux est identique au taux légal est exigible de plein droit et sans mise en demeure.

§ 2. L'intérêt visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel le paiement a lieu.

§ 3. L'intérêt de retard n'est pas dû lorsque :

1° son montant est inférieur à 10 euros;

2° la période visée par le recouvrement est inférieure à un an.

**Art. 67.** Lorsque le tiers débiteur fait valoir une situation pécuniaire qui justifie un retard de paiement des créances dues, le receveur peut prendre des mesures d'aménagement des modalités de paiement.

Il peut, dans le cadre de négociations avec le tiers débiteur, lui octroyer des facilités et des délais de paiement à condition que le tiers débiteur :

1° ne conteste pas les droits qui sont constatés en faveur de l'entité;

2° démontre les difficultés financières dans lesquelles il se trouve, notamment par la production de pièces justificatives de nature financière, juridique ou administrative;

3° s'engage à respecter les délais et les facilités de paiement qui lui sont accordés par le receveur.

En outre, le receveur peut convenir, lors de ces négociations avec le tiers débiteur, que des intérêts ne seront pas appliqués en cas de respect par ce dernier des délais et facilités de paiement consentis.

##### **CHAPITRE II. — Recouvrement des créances**

**Art. 68.** Le receveur procède, par pli simple, dans le délai fixé à l'article 55 du décret du 15 décembre 2011, à une invitation à payer sous forme de rappel.

À l'expiration du délai de paiement, dans un délai de 15 jours suivants la date d'envoi de l'invitation à payer, le receveur adresse au débiteur un second rappel. En cas de non-exécution du paiement, dans un délai de 15 jours suivants la date d'envoi du second rappel, le receveur lui adresse, par pli recommandé, une mise en demeure avec sommation de payer.

**Art. 69.** Sans préjudice de la procédure prévue à l'article 68, le receveur est autorisé à :

1° solliciter le concours de l'Administration générale de la documentation patrimoniale du SPF Finances en application du décret du 23 juillet 1987 habilitant l'Administration de la Taxe sur la Valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines à réaliser certaines opérations patrimoniales pour le compte de la Région wallonne et des organismes d'intérêt publics qui en dépendent;

2° saisir les Cours et Tribunaux.

#### **Livre III. — Contrôle et audit internes budgétaires et comptables**

##### **Titre I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

##### **CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Contrôle interne**

**Art. 70.** § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 100 du décret du 15 décembre 2011, l'Agence met en place des systèmes de recensement, d'évaluation et de hiérarchisation des risques en les adaptant à la nature et au volume de leurs opérations. Elle réexamine régulièrement les risques et le dispositif de contrôle interne afin d'en vérifier la pertinence au regard de l'évolution de l'activité et de l'environnement.

Le contrôle interne porte sur :

1° les procédures transversales de gestion de l'Agence;

2° les processus budgétaires et comptables.

Les normes de contrôle interne internationalement reconnues sont appliquées.

§ 2. Le contrôle interne budgétaire et comptable est organisé de manière à éviter une concentration des risques financiers entre les mains d'un même agent ou d'un même membre du personnel.

Les systèmes de gestion et de procédures de contrôle interne intègrent la maîtrise des risques de conformité, de fiabilité et d'intégrité des données budgétaires et financières.

§ 3. Les procédures budgétaires et comptables sont décrites et établies par écrit pour constituer une documentation claire, formalisée et à jour à tous les niveaux. Elles portent notamment sur la tenue des comptabilités budgétaire et générale, sur la gestion de la trésorerie et sur la gestion des investissements.

Elles respectent la séparation des fonctions et décrivent les tâches qui sont exécutées ainsi que les acteurs en charge de leur exécution.

§ 4. Le système informatique de support du budget et de la comptabilité intègre des contrôles automatiques et des interventions manuelles d'acceptation dont la traçabilité est assurée ainsi que l'identification des intervenants. Des procédures de secours et de sauvegarde sont prévues afin de garantir la continuité et l'intégrité des informations saisies.

**Art. 71.** Chaque agent ou membre du personnel participe en fonction des missions et des responsabilités qui lui incombent au bon fonctionnement du système de contrôle interne.

**Art. 72.** L'administrateur général s'assure de la mise en œuvre du système de contrôle interne et atteste chaque année de son effectivité, sur base notamment de rapports rédigés par les divers services.

#### CHAPITRE II. — *Audit interne*

**Art. 73.** Conformément à l'article 100 du décret du 15 décembre 2011, l'Agence s'assure du bon fonctionnement, de l'efficacité et de l'efficience de son système de contrôle interne par voie d'audit interne.

L'audit interne vise tant le contrôle interne relatif aux procédures transversales de gestion que celui concernant les processus budgétaires et comptables de l'Agence.

Les normes d'audit interne internationalement reconnues sont appliquées.

#### CHAPITRE III. — *Approche intégrée d'audit*

**Art. 74.** Conformément à l'article 52/2 du décret du 15 décembre 2011, l'Agence organise la tenue d'un dossier permanent contenant les informations générales actualisées et utiles dans le cadre d'audits. Les rapports d'audit interne, de contrôle interne et externe y sont joints.

Le dossier permanent est tenu à disposition des divers intervenants dans le contrôle et l'audit de l'Agence, notamment les contrôleurs et auditeurs internes, la Cour des comptes, l'Inspection des Finances ou les réviseurs d'entreprises. Ceux-ci peuvent, sans préjudice de l'application de dispositions légales ou réglementaires spécifiques, s'appuyer sur les conclusions et les recommandations des uns et des autres et organisent leurs contrôles en concertation, notamment par voie de protocoles d'accord ou de conventions.

### Titre II. — *Contrôle interne budgétaire et comptable*

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Acteurs

**Art. 75.** Les unités de contrôle des engagements et des liquidations sont indépendantes des services ayant généré les opérations contrôlées. Elles effectuent périodiquement auprès de l'administrateur général un rapportage des anomalies constatées lors de leurs opérations de contrôle.

#### CHAPITRE II. — *Contrôle des engagements*

##### Section 1. — Engagements budgétaires

**Art. 76.** § 1<sup>er</sup>. Sont soumises à l'unité de contrôle des engagements en vue d'obtenir :

1° un visa d'engagement préalable à leur notification, les dépenses visées à l'article 22,

§ 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 15 décembre 2011, excepté lorsque l'objet du marché porte sur des dépenses récurrentes. Ce visa d'engagement est majoré dans l'hypothèse visée à l'article 53, § 2, alinéa 3;

2° un visa d'engagement des sommes exigibles au cours de l'année budgétaire, y compris le cas échéant sa majoration, préalable à leur exécution excepté pour celles visées sous c) :

a) les dépenses récurrentes;

b) les dépenses visées à l'article 22, § 3, du décret du 15 décembre 2011;

c) les dépenses inférieures ou égales à 31.000 euros hors T.V.A. pouvant être constatées par une facture acceptée et dont le paiement sera confié au trésorier centralisateur visé à l'article 13;

3° un visa d'engagement régulateur, les dépenses visées à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, du décret du 15 décembre 2011.

Le visa d'engagement est provisionnel lorsque le montant des dépenses n'est pas connu avec exactitude et qu'il est estimé à l'appui de pièces justificatives accompagnées, le cas échéant, de l'avis de l'Inspection des Finances.

§ 2. Dans l'hypothèse, aux conditions et sur base des pièces justificatives visées à l'article 53, § 2, alinéa 4, l'unité de contrôle des engagements procède, sur instruction de l'ordonnateur, à la diminution du visa d'engagement à concurrence de l'excédent.

**Art. 77.** Un visa d'engagement est accordé par dépense considérée individuellement.

Toutefois, il peut être global pour plusieurs dépenses lorsque, soit :

1° leur nature le justifie;

2° leur nature est identique et leurs bénéficiaires sont énumérés dans un seul document;

3° l'identité des bénéficiaires n'est pas déterminée avec exactitude;

4° le montant individuel de chaque dépense n'est pas être déterminé avec exactitude;

5° l'identité des bénéficiaires et le montant individuel de chaque dépense ne peuvent pas être déterminés avec exactitude.

**Art. 78.** § 1<sup>er</sup>. Pour obtenir un visa d'engagement, l'ordonnateur fait transmettre à l'unité de contrôle des engagements, à l'appui des pièces justificatives, une demande mentionnant les renseignements suivants :

1° l'objet de l'acte à viser;

2° le cas échéant, les coordonnées du tiers tel que le fournisseur, l'adjudicataire, le créancier ou le bénéficiaire ;

3° le montant de la dépense présumée d'après le projet de contrat, le projet d'arrêté d'octroi, le dispositif du budget des dépenses, les dispositions normatives ou toute autre donnée, y compris estimative;

4° l'année, la section, le programme et l'article de base du budget des dépenses;

5° le nom et la qualité de l'ordonnateur.

Le cas échéant, les accords ou avis préalables prévus par les dispositions du titre 4 sont joints aux pièces justificatives.

§ 2. Pour obtenir un visa d'engagement régulateur, l'ordonnateur présente à l'unité de contrôle des engagements :

1° les pièces justificatives de la dépense, le cas échéant, le refus de validation par l'unité de contrôle des liquidations pour motif d'absence d'engagement préalable;

2° l'avis de l'Inspection des Finances conformément à l'article 100, 3°;

3° l'accord du Ministre du Budget en cas d'application de l'article 97, § 2.

**Art. 79.** § 1<sup>er</sup>. L'unité de contrôle des engagements examine notamment :

1° l'exactitude des données d'imputation budgétaire;

2° le cas échéant, la conformité de l'engagement aux autorisations budgétaires;

3° le cas échéant, le bénéficiaire et le montant;

4° la disponibilité des crédits d'engagement;

5° la conformité de la dépense aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, règlements, jugements et contrats;

6° le cas échéant, le respect des procédures de contrôle administratif et budgétaire visées au titre IV;

7° la régularité des pièces justificatives produites.

§ 2. L'unité de contrôle des engagements est autorisée à viser toute demande d'engagement régulateur lorsque les crédits d'engagement sont disponibles sur l'article de base adéquat de l'année budgétaire en cours.

**Art. 80.** Au terme de son examen, l'unité de contrôle des engagements met sa décision à disposition de l'ordonnateur.

Dans le cas où le visa d'engagement sollicité est accordé, la décision mentionne au moins le numéro de visa, sa date et l'imputation budgétaire de la dépense à la charge des crédits d'engagement.

Dans le cas où le visa d'engagement sollicité n'est pas accordé en raison du caractère incomplet de la demande, l'ordonnateur est invité à produire les éléments manquants.

Dans le cas où le visa d'engagement sollicité est refusé en raison d'irrégularités entachant la demande, l'ordonnateur est informé de la décision motivée.

**Art. 81.** Le système comptable enregistre de façon ininterrompue durant une même année budgétaire les numéros de visas attribués en opérant une distinction entre les différents types d'engagement.

**Art. 82.** Toute demande de visa d'engagement à la charge des crédits d'une année budgétaire déterminée est traitée au plus tard pour le 31 décembre de cette même année.

Sur proposition de l'Agence, le Conseil de monitoring financier et budgétaire détermine la date limite à laquelle les demandes doivent parvenir au service comptable et financier de l'Agence.

### Section 2. — Engagements juridiques

**Art. 83.** Les phases d'engagement budgétaire et juridique d'une même dépense ressortissent de la compétence des ordonnateurs habilités, suivant la réglementation en vigueur, à utiliser les crédits d'engagement à charge desquels la dépense est budgétairement imputée.

Le montant de l'engagement juridique attesté selon les modalités de l'article 53, § 2, alinéa 4, fait l'objet d'un enregistrement adéquat dans la comptabilité.

Un engagement budgétaire global visé à l'article 76, alinéa 2, peut être confirmé par plusieurs engagements juridiques individuels.

Les missions de vérification de l'encours des engagements juridiques sont confiées aux services comptable et financier.

### CHAPITRE III. — Contrôle des liquidations

**Art. 84.** Est soumise par l'ordonnateur à l'unité de contrôle des liquidations, pour validation et imputation définitive à charge des crédits de liquidation, chaque dépense dont le paiement est effectué par le trésorier centralisateur.

**Art. 85.** Pour obtenir la validation de la liquidation, l'ordonnateur communique à l'unité de contrôle des liquidations les données nécessaires dont notamment :

1° la pièce justificative approuvée suivant les modalités fixées par l'administrateur général et attestant du service fait et accepté;

2° le numéro de visa d'engagement ou, à défaut, le numéro de sa demande et, le cas échéant, une copie du bon de commande;

3° l'année, la division organique, le programme et l'article de base du budget des dépenses;

4° le montant à payer;

5° la partie prenante;

6° le numéro du compte financier ouvert au nom du bénéficiaire;

7° l'échéance du paiement;

8° la communication structurée ou non;

9° le cas échéant, les caractéristiques patrimoniales de la dépense.

**Art. 86.** L'unité de contrôle des liquidations vérifie notamment :

- 1° l'engagement préalable de la dépense;
- 2° le correct rattachement des droits constatés à l'année budgétaire;
- 3° l'exactitude des données d'imputation budgétaire;
- 4° la disponibilité du crédit de liquidation;
- 5° la régularité des pièces justificatives;
- 6° le nom et la qualité de l'ordonnateur;
- 7° l'exactitude des données nécessaires au paiement libératoire;
- 9° l'absence d'un paiement du même montant sur base de la même pièce justificative au même bénéficiaire et avec la même communication.

**Art. 87.** § 1<sup>er</sup>. La validation de la liquidation est datée et reliée dans la comptabilité au visa d'engagement dont elle vient apurer les obligations.

Lorsque la validation de la liquidation est refusée en raison d'irrégularités, l'ordonnateur en est informé. Dans ce cas, l'avis rendu par l'unité de contrôle des liquidations ou le contrôleur des liquidations est motivé et joint au dossier.

§ 2. Si l'engagement préalable de la dépense visé à l'article 86, 1°, fait défaut, l'ordonnateur sollicite un engagement régulateur conformément à l'article 76, § 1<sup>er</sup>, 3°, et représente son dossier accompagné du visa d'engagement régulateur.

#### CHAPITRE IV. — *Contrôle des trésoriers et des receveurs*

**Art. 88.** § 1<sup>er</sup>. L'Agence met en place des procédures de contrôle interne visant à assurer que les trésoriers et les receveurs exécutent leurs missions conformément à l'acte de leur désignation et aux prescrits du présent arrêté ou de toute autre réglementation applicable.

§ 2. Au cas où, lors du contrôle de la légalité et de la régularité des opérations des trésoriers ou des receveurs, ou indépendamment de celui-ci, des indicateurs laissent apparaître un risque de mauvaise gestion, une autorité responsable peut mener un contrôle spécifique sur pièces et, le cas échéant, sur place. S'il en résulte de simples erreurs pouvant être corrigées, le trésorier ou le receveur est invité à y procéder.

**Art. 89.** Le système central d'encaissement et de décaissement des fonds de l'Agence est configuré pour retracer toutes les opérations de manière chronologique et intégrer des actions empêchant des fraudes et des doubles paiements.

**Art. 90.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité responsable veille à ce que chaque trésorier et chaque receveur rendent leur compte de gestion dans les cas et les délais ainsi que selon les modalités imposées par l'article 39 du décret du 15 décembre 2011 ou par des dispositions de nature légale, réglementaire ou conventionnelle.

§ 2. L'autorité responsable examine, préalablement à la transmission des comptes à la Cour des comptes, au moins la forme et la complétude du compte ainsi que ses opérations arithmétiques et la concordance entre ses écritures et les soldes du compte financier.

§ 3. Lorsque le compte du trésorier fait apparaître un déficit, l'autorité responsable l'invite à le combler. A défaut, elle dresse un procès-verbal établissant le montant du déficit, sa date de survenance et ses circonstances et le transmet sans délai à la Cour des comptes accompagné du compte en déficit.

§ 4. Lorsque la Cour des Comptes arrête le compte en débet, le Ministre du Budget ou l'autorité responsable décide dans le respect des dispositions applicables s'il y a lieu ou non de citer le receveur ou le trésorier devant la Cour des comptes en remboursement du débet. Néanmoins, en cas de déficit, il est imputé sans délai à la charge du crédit visé à l'article 40 du décret du 15 décembre 2011 pour alimenter le compte financier déficitaire.

#### CHAPITRE V. — *Protection du patrimoine*

**Art. 91.** Conformément à l'article 100 du décret du 15 décembre 2011, l'Agence met en place des dispositifs adéquats pour protéger son patrimoine contre les pertes de valeur, les vols, les utilisations abusives et les dommages.

Un code-barres ou toute autre technique similaire est apposé sur les biens mobiliers portés à l'actif du bilan en vue d'assurer leur traçabilité dans le temps. Les données correspondent à celles inscrites au moment des acquisitions dans l'inventaire visé à l'article 34 du décret du 15 décembre 2011.

**Art. 92.** Conformément à l'article 100 du décret du 15 décembre 2011, l'Agence prend les mesures de contrôle interne adéquates afin d'éviter :

- 1° toute fraude dans la gestion des approvisionnements et des fournitures;
- 2° toute dégradation;
- 3° tout vol.

L'Agence procède à une estimation correcte de ses besoins en petits biens durables à bon marché et de ses fournitures. Elle assure la sécurité physique de ses stocks ainsi que sa gestion permanente en enregistrant notamment les entrées et les sorties, sa localisation ainsi que, le cas échéant, sa destination finale.

Les petits biens durables à bon marché portés directement en charge dans le compte de résultats de la comptabilité générale conformément aux règles SEC sont recensés dans l'inventaire physique. Les utilisateurs en sont responsables et s'engagent à les restituer à première demande de l'autorité responsable.

#### **Titre III. — *Audit interne budgétaire et comptable***

**Art. 93.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité d'audit interne visé à l'article 8/1 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé met en place un audit interne des procédures de contrôles en matière budgétaire et comptable au sein de l'Agence.

§ 2. Les audits internes budgétaire et comptable visés à l'article 73 sont confiés au service d'audit visé à l'article 8/2 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé.

**Art. 94.** Sans préjudice d'autres missions qui lui ont été confiées et de l'application du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et d'autres réglementations, le Comité d'audit inclut, dans sa politique d'audit, des activités d'audit relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités ainsi qu'aux opérations financières qui s'y rapportent, compte tenu de l'évaluation des risques visée à l'article 70, § 1<sup>er</sup>.

Dans le cadre des activités d'audit visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, et sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires applicables, le Comité d'audit :

- 1° programme les missions d'audit interne et coordonne leur mise en œuvre par les auditeurs internes;
- 2° s'assure du suivi des actions décidées à l'issue des missions d'audit interne visées au 1°;
- 3° évalue l'adéquation, l'efficacité et la qualité du contrôle interne budgétaire et comptable mis en œuvre au sein de l'Agence, et formule des recommandations;
- 4° approuve les méthodes et les outils mis en œuvre par les auditeurs internes et diffuse les bonnes pratiques en matière d'audit et de contrôle internes budgétaires et comptables au sein de l'Agence.

**Art. 95.** Les auditeurs internes exercent leurs missions en conformité avec les normes professionnelles de l'audit interne et de la charte d'audit interne de l'Agence.

En vertu du principe de la séparation des fonctions opérationnelles et des fonctions de contrôle, les ordonnateurs, trésoriers ou receveurs ne peuvent pas participer aux missions d'audit dans les services où ils exercent leur fonction.

#### **Titre IV. — Contrôle administratif et budgétaire au sein du budget des missions autres que paritaires**

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions introductives

**Art. 96.** § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 101 du décret du 15 décembre 2011, l'Agence est soumise au contrôle administratif et budgétaire en ce qui concerne son budget des missions autres que paritaires telles que définies par le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Ce contrôle porte sur l'exécution du budget et la gestion financière de l'Agence.

Le contrôle administratif et budgétaire porte sur les projets de décisions du Gouvernement et des services d'administration générale de l'Agence.

§ 2. Il est exercé par le Gouvernement, le Ministre du Budget et les Ministres fonctionnellement compétents.

§ 3. Le Gouvernement, le Ministre du Budget et les Ministres fonctionnellement compétents sont assistés par les inspecteurs des Finances visés à l'article 48, § 2, du décret du 15 décembre 2011.

##### CHAPITRE II. — Contrôle du Gouvernement

###### Section 1. — Gouvernement

**Art. 97.** Sauf dispositions contraires, sont soumis à l'accord préalable du Gouvernement :

- 1° les décisions d'octroi de subvention non organique ou d'octroi de crédit qui sont soumis au Gouvernement en fonction de l'arrêté portant règlement de son fonctionnement lorsque le bénéficiaire est désigné dans le budget de l'Agence;
- 2° les décisions d'octroi de subvention non organique ou d'octroi de crédit qui sont soumis au Gouvernement en fonction de l'arrêté portant règlement de son fonctionnement lorsque le bénéficiaire n'est pas désigné dans le budget de l'Agence;
- 3° sans limitation du montant, les décisions relatives à des dépenses inscrites dans un programme délibéré au Gouvernement avec indication du ou des bénéficiaires;
- 4° les décisions qui édictent ou modifient des règles organiques concernant l'octroi de subventions;
- 5° les projets de décisions relatives aux marchés de travaux, de fournitures et de services, qui sont soumis au Gouvernement en fonction de l'arrêté portant règlement de son fonctionnement;
- 6° les actions judiciaires exercées au nom du Gouvernement wallon tant en demandant qu'en défendant.

###### Section 2. — Ministre du Budget

**Art. 98.** § 1<sup>er</sup>. Sont soumis à l'accord préalable du Ministre du Budget :

- 1° les points 1° à 6° soumis à l'accord préalable du Gouvernement en application de l'article 97;
- 2° les décisions d'octroi de subventions facultatives de plus de 25.000 euros autorisées :
  - a) par un décret qui ne définit de manière ferme et définitive, ni conditions d'octroi, ni bénéficiaire, ni montant chiffré;
  - b) ou, à défaut, par une disposition spéciale figurant dans le budget des dépenses conformément à l'article 28/2, § 2, alinéa 5, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et qui ne font pas l'objet d'une inscription nominative du bénéficiaire dans le budget de l'Agence.

§ 2. Sont soumis à l'accord préalable du Ministre du Budget, les projets d'arrêtés ou de décisions qui sollicitent dans le cas visé à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, du décret du 15 décembre 2011, un engagement régulateur lorsque le montant de la dépense est supérieur à :

- 1° 31.000 euros pour les subventions;
- 2° 31.000 euros, hors TVA, pour les dépenses autres que des subventions.

§ 3. Le Ministre du Budget rend son accord dans un délai de dix jours.

Toutefois, lorsque l'accord du Ministre du Budget est requis pour la délibération du Gouvernement, il peut être acté, sans autre formalité, dans la notification définitive de la décision du Gouvernement.

§ 4. Lorsque les points 1° à 6° visés à l'article 97 n'ont pas reçu l'accord du Ministre du Budget, ils peuvent être soumis au Gouvernement par le Ministre intéressé.

§ 5. Le Ministre du Budget peut décider pour des matières déterminées, que l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances dispense de son accord préalable.

###### Section 3. — Contrôle par les inspecteurs des Finances

**Art. 99.** Les Inspecteurs des Finances accrédités auprès d'un Ministre ayant l'Agence fonctionnellement dans ses compétences adressent au Ministre auprès duquel ils sont accrédités ou à l'Agence toutes suggestions susceptibles d'accroître l'efficacité et l'efficience des moyens engagés, d'améliorer le fonctionnement des services et de réaliser des économies ou des recettes.



**Art. 100.** Les inspecteurs des Finances donnent leur avis, lequel se conclut par une mention favorable ou défavorable, sur toutes les questions soumises à leur examen par le Ministre auprès duquel ils sont accrédités ou par l'Agence. Ils peuvent notamment être chargés par le Ministre d'accomplir des investigations auprès des unités subventionnées par la Région wallonne.

**Art. 101.** Sont soumis, pour avis préalable, à l'Inspecteur des Finances :

1° les points soumis à l'accord préalable du Ministre du Budget en application de l'article 98;

2° les points soumis à la signature des Ministres fonctionnellement compétents, en application de l'arrêté portant sur les délégations des compétences relatives aux missions de l'Agence, à l'exception des subventions :

a) qui sont accordées conformément à des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive;

b) autres, dont le montant est inférieur à 6.000 euros;

3° les marchés publics de travaux, de fournitures et de services dont le montant de l'estimation ou le montant hors T.V.A. est supérieur ou égal aux montants suivants :

	Procédure ouverte	Procédure restreinte	Procédure négociée sans publication préalable, procédure concurrentielle avec négociation, procédure négociée directe avec publication préalable
Travaux	250.000 euros	125.000 euros	85.000 euros
Fournitures	200.000 euros	125.000 euros	31.000 euros
Services	125.000 euros	62.000 euros	31.000 euros

La notification des marchés, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, qui atteignent 8.500 euros hors TVA est communiquée mensuellement à l'Inspection des Finances;

4° les demandes motivées d'engagement régulateur dans le cas visé à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, du décret du 15 décembre 2011 accompagnées des pièces justificatives de la dépense.

**Art. 102.** Les Ministres fonctionnels et le Ministre du Budget peuvent, de commun accord, adapter les montants prévus à l'article 101 pour les catégories de dépenses qu'ils déterminent.

Le Ministre du Budget sollicite au préalable l'avis de l'Inspection des Finances qui évalue, à cet effet, la nature et l'ampleur des risques inhérents aux adaptations envisagées.

L'accord visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend la forme d'un protocole qui détermine :

1° les objectifs poursuivis;

2° la nature des dépenses concernées;

3° les programmes du budget ou parties de programme dont elles font partie;

4° les nouveaux montants qui sont d'application;

5° les modalités alternatives de maîtrise des risques à mettre en place;

6° les mesures d'accompagnement et de surveillance;

7° la durée de validité de l'accord.

L'avis de l'Inspection des Finances est joint au protocole.

Les dossiers visés par le protocole d'accord font l'objet d'un contrôle a posteriori de l'Inspection des Finances sur base d'un échantillon selon les modalités reprises à l'alinéa 3, 6<sup>o</sup>.

Le protocole d'accord est communiqué au Gouvernement pour information et aux administrations concernées pour exécution et à la Cour des comptes.

Les Inspecteurs des Finances conservent leur compétence consultative en ce qui concerne la consommation générale des crédits relatifs aux dépenses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 103.** Dans l'exercice de leurs fonctions, les Inspecteurs des Finances examinent si les propositions visées à l'article 101 sont conformes aux décisions du Gouvernement et aux décisions ministérielles.

**Art. 104.** Lorsque le Ministre intéressé ne peut pas se rallier à un avis défavorable émis par un Inspecteur des Finances sur une des propositions visées à l'article 101, il saisit le Gouvernement qui se prononce sur la proposition.

**Art. 105.** Les inspecteurs des Finances peuvent accomplir leur mission sur pièces et sur place. Ils ont accès à tous les dossiers et à toutes les archives et reçoivent des services tous les renseignements qu'ils demandent.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté de fonctionnement du Gouvernement, les Inspecteurs des Finances remettent leur avis dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception du dossier complet. Le délai peut être porté à vingt jours ouvrables à la demande de l'Inspection des Finances. En l'absence d'avis remis dans ce délai, le Ministre intéressé peut soumettre le dossier au Ministre du budget.

Les Inspecteurs des Finances ne peuvent ni participer à la direction ou à la gestion des services du Ministre auprès duquel ils sont accrédités, ni donner d'ordre tendant à empêcher ou à suspendre des opérations.

Dans les cas d'urgence, les Ministres peuvent réclamer une communication de l'avis de l'Inspecteur des Finances dans un délai qu'ils déterminent.

**Art. 106.** Lorsqu'un Ministre soumet une des propositions visées par le présent arrêté au Gouvernement, au Ministre du Budget, il y joint chaque fois l'avis de l'Inspecteur des Finances.

**Art. 107.** Tout arrêté mentionne dans son préambule, avec l'indication de la date, l'avis de l'Inspecteur des Finances, l'accord du Gouvernement, du Ministre du Budget.

En cas d'application de l'article 98, § 5, il mentionne la décision du Ministre du Budget.

**Art. 108.** L'application des dispositions du titre 4 ne porte pas préjudice aux dispositions prises par le Gouvernement par voie d'arrêté en vue du règlement de son fonctionnement.

#### **Titre V. — Conseil de monitoring financier et budgétaire**

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions introductives

**Art. 109.** Le Conseil de monitoring financier et budgétaire est assisté dans sa tâche par une cellule autonome placée directement sous son autorité.

##### CHAPITRE II. — Missions du Conseil de monitoring financier et budgétaire

**Art. 110.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil surveille l'exécution du budget de l'Agence et l'évolution de la trésorerie. A cet effet, conformément à l'article 6/1 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, il fait trimestriellement rapport au Conseil général, aux Comités de branche et au Gouvernement sur les recettes et les dépenses de l'Agence, en particulier sur les prévisions en la matière et sur les différents aspects de leur évolution.

Le Conseil de monitoring financier et budgétaire fixe un objectif de consommation budgétaire partiel par mission paritaire confiée à l'Agence, sur la base des consommations passées pour cette mission. L'objectif budgétaire partiel vise un taux de consommation de chaque mission à des horizons de 3, 6, 9, 12 et 24 mois.

Sur la base de l'évolution constatée des dépenses, lorsque l'objectif budgétaire partiel est dépassé d'un pourcentage fixé par le Conseil de monitoring financier et budgétaire, celui-ci signale à la Commission de convention et au Comité de branche concerné l'ampleur du dépassement. La Commission de convention et le Comité de branche sont invités à proposer au Gouvernement les mesures correctrices afin de garantir le respect de l'objectif budgétaire partiel.

A défaut de réaction dans un délai de cinquante jours, le Conseil de monitoring financier et budgétaire saisit le Conseil général et le Gouvernement du problème constaté.

§ 2. Concernant le budget des missions paritaires, conformément à l'article 6/1 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, le Conseil donne un avis sur la compatibilité avec le budget des missions de la branche concernée de toute convention négociée au sein d'une commission ou toute convention de revalidation proposées par une commission. Cet avis intervient avant l'approbation d'une convention ou d'une convention de revalidation par le Comité de la branche concerné.

L'avis est non contraignant. Cependant, s'il n'est pas suivi par le Comité de branche concerné, celui-ci est tenu de motiver son choix.

§ 3. Concernant le budget des missions paritaires et non paritaires déléguées par le Gouvernement, conformément à l'article 6/1 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, le Conseil donne un avis préalable sur toute proposition de décision par un Comité de branche et qui est directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles.

L'avis est non contraignant. Cependant, s'il n'est pas suivi par le Comité de branche concerné, celui-ci est tenu de motiver son choix.

#### **Livre IV. — Structure et justification du budget de l'Agence**

##### Titre I<sup>er</sup>. — Tableau du budget des recettes

**Art. 111.** En termes de structure horizontale, le tableau du budget des recettes de l'Agence est subdivisé en sections et programmes. Chaque programme correspond à une activité spécifique.

Les sections et programmes sont numérotés par ordre croissant et chaque numéro comporte deux positions.

**Art. 112.** Chaque programme peut être subdivisé en deux titres, numérotés en chiffres romains, relatifs aux recettes courantes et aux recettes en capital, respectivement.

**Art. 113.** Chaque programme et chaque titre, est divisé en un ou plusieurs articles de base suivant les classifications économique et fonctionnelle. Le numéro de l'article de base comporte le numéro du programme, le code économique, le numéro d'ordre et le code fonctionnel.

Le code économique comporte quatre positions.

Le numéro d'ordre comporte deux positions. Les articles de base sont classés en ordre croissant.

Le code fonctionnel comporte cinq positions.

Le libellé de l'article de base comprend toujours l'origine de la recette ainsi que la nature de la recette.

**Art. 114.** Les totaux des crédits de recettes sont calculés par titre et par programme ainsi que de manière globale pour le budget.

**Art. 115.** § 1<sup>er</sup>. En termes de structure verticale, le tableau du budget est composé des colonnes suivantes :

- 1° une colonne avec, en majuscule, les initiales du Ministre compétent reprises au budget de l'Agence;
- 2° une colonne qui contient le numéro du titre;
- 3° une colonne qui contient le numéro du programme;
- 4° une colonne qui contient les deux premières positions du code économique de l'article de base;
- 5° une colonne qui contient les deux dernières positions du code économique de l'article de base;
- 6° une colonne qui contient le numéro d'ordre;
- 7° une colonne qui contient le code fonctionnel de l'article de base;
- 8° une colonne avec le libellé des programmes et articles de base.

§ 2. Dans le cas d'un budget initial pour une année considérée, une colonne qui contient les crédits de recettes du budget initial de l'année considérée est ajoutée.

§ 3. Dans le cas d'un budget ajusté pour une année considérée, les colonnes suivantes sont ajoutées :

- 1° une colonne qui contient les crédits de recettes du budget initial de l'année considérée;

2° une colonne qui contient les ajustements des crédits de recettes de l'année considérée;

3° une colonne qui contient les crédits de recettes ajustés de l'année considérée.

Concernant le 2°, à chaque nouvel ajustement budgétaire, une nouvelle colonne est ajoutée.

Concernant le 3°, les crédits de recettes ajustés sont la somme des crédits initiaux et des ajustements de crédits.

§ 4. La structure verticale du tableau du budget des recettes peut être modifiée par le Ministre du Budget afin de l'adapter aux évolutions des normes budgétaires ou comptables.

#### **Titre II. — Tableau du budget des dépenses**

**Art. 116.** En termes de structure horizontale, le tableau du budget des dépenses de l'Agence comprend une section relative à la gestion de l'Agence et plusieurs sections relatives aux missions de l'Agence.

Chaque section peut être subdivisée en un ou plusieurs programmes. Chaque programme correspond à une activité spécifique envisagée afin de réaliser les missions confiées à l'Agence.

Les sections et programmes sont numérotés par ordre croissant et chaque numéro comporte deux positions.

**Art. 117.** Chaque programme comprend un titre 1<sup>er</sup> relatif aux dépenses courantes et un titre 2 relatif aux dépenses en capital. Chaque titre est subdivisé en un ou plusieurs articles de base suivant les classifications économique et fonctionnelle. Le numéro de l'article de base comporte le numéro du programme, le code économique, le numéro d'ordre et le code fonctionnel.

Le code économique comporte quatre positions.

Le numéro d'ordre comporte deux positions. Les articles de base sont classés en ordre croissant.

Le code fonctionnel comporte cinq positions.

Le libellé de l'article de base comprend toujours la destination de la dépense, à savoir le bénéficiaire ou la catégorie de bénéficiaires ainsi que la nature de la dépense. Il indique si le crédit qui y est inscrit est destiné au financement :

1° d'activités de recherche; dans ce cas le libellé est suivi d'un « R »;

2° de dépenses d'investissement; dans ce cas le libellé est suivi d'un « I »;

3° ou de projets cofinancés par l'Union européenne; dans ce cas le libellé est suivi d'un « E ».

**Art. 118.** Les totaux des crédits d'engagement et des crédits de liquidation sont calculés par section et par programme ainsi que de manière globale pour le budget, en distinguant les dépenses courantes et les dépenses en capital.

**Art. 119.** § 1<sup>er</sup>. En termes de structure verticale, le tableau du budget des dépenses est composé des colonnes suivantes :

1° une colonne avec, en majuscule, les initiales du Ministre compétent;

2° une colonne qui contient consécutivement le numéro de la section, ainsi que le numéro du programme;

3° une colonne qui contient les deux premières positions du code économique de l'article de base;

4° une colonne qui contient les deux dernières positions du code économique de l'article de base;

5° une colonne qui contient le numéro d'ordre de l'article de base;

6° une colonne qui contient le code fonctionnel de l'article de base;

7° une colonne avec le libellé des programmes et articles de base.

§ 2. Dans le cas d'un budget initial pour une année considérée, les colonnes suivantes sont ajoutées :

1° une colonne qui contient les crédits d'engagement du budget initial de l'année considérée;

2° une colonne qui contient les crédits de liquidation du budget initial de l'année considérée.

§ 3. Dans le cas d'un budget ajusté pour une année considérée, les colonnes suivantes sont ajoutées :

1° une colonne qui contient les crédits d'engagement du budget initial de l'année considérée, intégrant les modifications de répartition des crédits visées à l'article 93 du décret du 15 décembre 2011;

2° une colonne qui contient les crédits de liquidation du budget initial de l'année considérée, intégrant les modifications de répartition des crédits visées à l'article 93 du décret du 15 décembre 2011;

3° une colonne qui contient les ajustements des crédits d'engagement de l'année considérée;

4° une colonne qui contient les ajustements des crédits de liquidation de l'année considérée;

5° une colonne qui contient les crédits d'engagement ajustés de l'année considérée;

6° une colonne qui contient les crédits de liquidation ajustés de l'année considérée.

Concernant les 3° et 4°, à chaque nouvel ajustement budgétaire, une nouvelle colonne est ajoutée.

Concernant les 5° et 6°, les crédits d'engagement et de liquidation ajustés sont la somme des crédits initiaux et des ajustements de crédits.

§ 4. La structure verticale du tableau du budget des dépenses peut être modifiée par le Ministre du Budget afin de l'adapter aux évolutions des normes budgétaires ou comptables.

#### **Titre III. — Justifications relatives au budget des recettes et au budget des dépenses**

**Art. 120.** § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les budgets visés aux articles 111 et 116, en recettes et en dépenses, une fiche est établie par article de base. Pour les dépenses, la fiche comporte une partie consacrée aux crédits d'engagement ainsi qu'une partie consacrée aux crédits de liquidation.

Dans le cadre du budget initial, chaque fiche comporte au moins les éléments suivants :

1° le libellé, le numéro d'ordre, le code économique et le code fonctionnel de l'article de base ainsi que le numéro de la division organique et le numéro du programme;

2° la base légale relative à la recette ou à la dépense;

3° les crédits initiaux de l'année budgétaire qui précède l'année budgétaire considérée;

- 4° les crédits initiaux de l'année budgétaire considérée;
- 5° un commentaire sur l'estimation des crédits initiaux de l'année budgétaire considérée;
- 6° un commentaire relatif aux modalités de liquidation de trésorerie.

La partie relative aux crédits de liquidation comprend le plan de liquidation établi sur cinq années.

Dans le cadre du budget ajusté, chaque fiche comporte au moins les éléments suivants :

- 1° le libellé, le numéro d'ordre, le code économique et le code fonctionnel de l'article de base ainsi que le numéro de la division organique et le numéro du programme;
- 2° la base légale relative à la recette ou à la dépense;
- 3° les crédits initiaux de l'année budgétaire considérée;
- 4° l'ajustement des crédits de l'année budgétaire considérée;
- 5° les crédits ajustés de l'année budgétaire considérée;
- 6° un commentaire sur l'estimation des crédits ajustés de l'année budgétaire considérée.

La partie relative aux crédits de liquidation comprend le plan de liquidation établi sur cinq années.

§ 2. Les fiches justificatives et explicatives sont regroupées par programme. Chaque programme est accompagné d'un commentaire relatif aux actions couvertes par les crédits qui y sont repris.

Les programmes sont ensuite regroupés par section. Chaque section est accompagnée d'un commentaire relatif aux actions couvertes par les crédits qui y sont repris.

L'ensemble des fiches justificatives et explicatives constitue la justification du budget.

Le Ministre du Budget fixe, en concertation avec les Ministres fonctionnellement compétents, le modèle standardisé et les modalités des fiches justificatives et explicatives.

§ 3. La justification du budget est accompagnée d'une projection à politique inchangée sur un horizon de trois années minimum des recettes et des dépenses.

#### **Livre V. — Dispositions finales**

**Art. 121.** Les subventions à l'Agence en vertu de l'article 28 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé sont octroyées par arrêté du ou des Ministres ayant la politique de la Santé et du Bien-être, du Handicap et de la Famille dans leurs compétences.

**Art. 122.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 123.** Le Ministre qui a la politique de la santé, l'aide aux personnes et les prestations familiales dans ses attributions et le Ministre du Budget sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

—————  
VERTALING

**WAALSE OVERHEIDSDIENST**

[2019/205658]

**11 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering houdende organisatie van diverse budgettaire en boekhoudkundige maatregelen, interne budgettaire en boekhoudkundige controles en audits, administratieve en budgettaire controle en de begrotingsstructuur van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen)**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 28/3, ingevoegd bij het decreet van 3 december 2015;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, artikel 86, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, inzonderheid de boeken II en III;

Gelet op het advies van de Algemene Raad, gegeven op 6 juli 2017;

Gelet op het Comité "Welzijn en Gezondheid", gegeven op 19 juni 2017;

Gelet op het advies van het Comité "Gezinnen", gegeven op 20 juni 2017;

Gelet op het advies van het Comité "Handicap", gegeven op 15 juni 2017;

Gelet op het rapport van 17 december 2018 bedoeld in artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 december 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 december 2018;

Gelet op het advies nr. 65.121/2 van de Raad van State, gegeven op 23 januari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid en van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

### Boek I. — Definities en toepassingsgebied

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de openbare bestuursseenheid, bepaald in artikel 3, § 1, 5<sup>o</sup>, van het decreet van 15 decemb<sup>er</sup> 2011.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> het decreet van 15 december 2011 : het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid;

2<sup>o</sup> het Agentschap : het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen);

3<sup>o</sup> de boekhoudkundige en financiële dienst : de interne dienst bestaande uit de actoren belast met het budgettaire en boekhoudkundig beheer van het Agentschap;

4<sup>o</sup> controle-eenheid voor de vastleggingen: eenheid die binnen de boekhoudkundige en financiële dienst belast is met de controle op de verbintenissen;

5<sup>o</sup> controle-eenheid voor de vereffeningen: eenheid die binnen de boekhoudkundige en financiële dienst belast is met de controle op de vereffeningen;

6<sup>o</sup> oorspronkelijke schuldeiser: houder van de rechtsverbintenis op het Agentschap of elke andere persoon die in aanmerking kan komen voor een onmiddellijke betaling van de afgeleide rechten op die verbintenis en die geen rechten meer dan laatstgenoemde kan hebben;

7<sup>o</sup> de kassier : kredietinstelling aangewezen overeenkomstig het koninklijk besluit van 6 augustus 1990 houdende bepaling van de modaliteiten van de organisatie van de thesaurie van de Gemeenschappen, van de Gewesten en van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

8<sup>o</sup> de ambtenaar : de statutaire ambtenaar in vast dienstverband tewerkgesteld in de diensten van het Agentschap in de zin van de Waalse Ambtenarencode;

9<sup>o</sup> het personeelslid: het personeelslid van het Agentschap, ongeacht de juridische arbeidsband die hem met het Agentschap verbindt, de ambtenaar uitgezonderd;

10<sup>o</sup> de verantwoordelijke overheid : elke al dan niet hiërarchische overste wiens taak het is, budgettaire, boekhoudkundige, financiële of vermogensverrichtingen na te kijken;

11<sup>o</sup> terugkerende uitgaven : uitgaven die onontbeerlijk zijn voor de werking van de diensten en waarvan de bedragen tijdens het begrotingsjaar eisbaar zullen worden maar die voortvloeien uit verplichtingen waarvan de gevolgen over verschillende jaren verspreid worden en waarvan de toerekening op het jaar van ontstaan een last zou betekenen zonder economisch verband hiermee, ofwel uit verplichtingen waarvan het ontstaan moeilijk te bepalen is en waarvan het bedrag ongekend is op het ogenblik van hun ontstaan.

### Boek II. — Organisatie en uitvoering van de begroting en de boekhouding

#### Titel I. — Interne actoren

##### HOOFDSTUK I. — *Scheiding van ambten*

**Art. 3.** Binnen het Agentschap wordt de inning van de ontvangsten en de uitgaven uitgevoerd door toedoen van ordonnateurs, ontvangers en penningmeesters.

De ambten van ordonnateur en penningmeester moeten door onderscheiden ambtenaren of personeelsleden uitgeoefend worden

Wanneer het functioneel niet mogelijk is de ambten van ontvanger en penningmeester te scheiden, mogen ze door eenzelfde ambtenaar of personeelslid uitgeoefend worden.

**Art. 4.** De akte van aanwijzing van de ordonnateurs, ontvangers en penningmeesters bevat het voorwerp en de datum te rekenen waarvan de ambtenaar of het personeelslid in het ambt treden.

Een afschrift wordt aan het Rekenhof overgemaakt..

##### HOOFDSTUK II. — *Ordonnateurs*

**Art. 5.** § 1. Wat de beheersbegroting van het Agentschap betreft, wordt de functie van primaire ordonnateur namens het Agentschap uitgeoefend door de Algemene Raad.

Het ambt van afgevaardigd ordonnateur wordt uitgeoefend door de ambtenaren of personeelsleden van het Agentschap die daartoe gemachtigd zijn bij besluit van de Algemene Raad, dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De afgevaardigde ordonnateurs handelen slechts onder de voorwaarden en binnen de grenzen die door de Algemene Raad zijn vastgesteld.

§ 2. Wat betreft de begroting voor de opdrachten die aan de paritaire opdrachten van het Agentschap zijn toegewezen, wordt de functie van primaire ordonnateur namens het Agentschap uitgeoefend door de Branchecomités, afhankelijk van het onderwerp in kwestie.

Het ambt van afgevaardigd ordonnateur wordt uitgeoefend door de ambtenaren of personeelsleden van het Agentschap die daartoe gemachtigd zijn bij besluit van het betrokken Branchecomité, dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De afgevaardigde ordonnateurs handelen slechts onder de voorwaarden en binnen de grenzen die door het Branchecomité zijn vastgesteld.



§ 3. Wat betreft de begroting voor de opdrachten die aan de niet-paritaire opdrachten van het Agentschap zijn toegewezen, wordt de functie van primaire ordonnateur namens het Agentschap uitgeoefend door de functioneel bevoegde Minister(s).

Het ambt van afgevaardigd ordonnateur wordt uitgeoefend door de ambtenaren of personeelsleden van het Agentschap die daartoe gemachtigd zijn bij besluit van de Regering.

De afgevaardigde ordonnateurs handelen slechts onder de voorwaarden en binnen de grenzen die door de Regering zijn vastgesteld.

§ 4. Onverminderd andere controles die in het kad<sup>er</sup> van het Agentschap worden georganiseerd, stellen de in de paragrafen 1 tot en met 3 bedoelde ordonnateurs de voor de uitvoering van hun taken passende beheerssystemen en interne controleprocedures in.

**Art. 6.** Overeenkomstig de in artikel 4 bedoelde bepalingen stelt het Agentschap een lijst op van de ambtenaren en de personeelsleden die belast zijn met het ambt van afgevaardigd ordonnateur overeenkomstig artikel 5, §§ 1 tot en met 3, en werkt deze lijst bij, alsmede de daarmee verband houdende voorwaarden en beperkingen.

#### HOOFDSTUK III. — *Ontvangers belast met inning van de ontvangsten*

**Art. 7.** § 1. De ten laste van derden vastgestelde rechten vormen de schuldvorderingen vastgesteld door de ordonnateurs die:

1° volgens hun bevelen geboekt worden in de rekeningen van de begrotingsboekhouding op de basisallocaties alsmede tegelijkertijd in de rekeningen van klasse 4 van de balans en, als tegengewicht, in de resultatenrekening;

2° medegedeeld worden aan ontvanger belast met de voortzetting van de inning.

§ 2. Wanneer ontvangsten geïnd worden terwijl later blijkt dat hun rechten verkeerd vastgesteld zijn, wordt hun bedrag door toedoen van de ordonnateur terugbetaald ten laste van een basisallocatie die daartoe in de uitgavenbegroting voorzien is

**Art. 8.** § 1. Het ambt van ontvanger wordt uitgeoefend door een ambtenaar of een personeelslid van het Agentschap dat bij besluit van de Algemene Raad wordt benoemd, op voorstel van de administrateur-generaal, na voorafgaande toestemming van de Voogdijminister, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Bij elke aanwijzing van een titelvoerende titularis als bedoeld in paragraaf 1 en artikel 9 kan onder zijn verantwoordelijkheid en gedurende de periode van zijn tijdelijke afwezigheid ten minste één plaatsvervangend ontvanger worden aangewezen om de titelvoerende titularis te vervangen.

**Art. 9.** Elke ontvanger of titelvoerende ontvanger-penningmeester brengt verslag uit over zijn beheer volgens het model bepaald door de Minister van Begroting.

De originele verantwoordingsstukken van de rekeningen, bedoeld in artikel 62, worden bewaard tot 31 december door de boekhoudkundige en financiële dienst.

**Art. 10.** § 1. Binnen het Agentschap wordt bij besluit van de Algemene Raad, op voorstel van de administrateur-generaal en na voorafgaande toestemming van de Voogdijminister, dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd, een centraliserende ontvanger benoemd onder de ambtenaren of personeelsleden van niveau A of B van het Agentschap.

Als er binnen het Agentschap slechts één ontvanger of ontvanger-penningmeester wordt aangewezen, wordt deze als centraliserende ontvanger aangewezen.

§ 2. De ambtenaar of personeelslid dat tegelijk de ambten van ontvanger en penningmeester uitoefent, wordt bij eenzelfde akte aangewezen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Penningmeesters*

##### *Afdeling 1. — Aanwijzing en opdrachten*

**Art. 11.** § 1. De functie van penningmeester wordt uitgeoefend door een ambtenaar of een personeelslid van het Agentschap, benoemd bij besluit van de Algemene Raad, op voorstel van de administrateur-generaal, na voorafgaande toestemming van de Voogdijminister, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. In elke akte van aanwijzing van een titelvoerende penningmeester bedoeld in paragraaf 1, wordt in de entiteit minstens een plaatsvervangende penningmeester aangewezen om hem te vervangen onder zijn verantwoordelijkheid en tijdens zijn tijdelijke afwezigheid of zijn verhindering.

§ 3. De penningmeesters handelen enkel in de voorwaarden en binnen de perken die vastgesteld zijn in hun akte van aanwijzing.

§ 4. Onverminderd specifieke verplichtingen die terzake op hen van toepassing zijn, wordt de identiteit van de penningmeesters middels een bekendmaking kenbaar gemaakt.

**Art. 12.** § 1. De penningmeesters zijn belast met de betaling van de uitgaven op bevel van de ordonnateurs en met de rechtstreekse inning van de ontvangsten of van hun centralisatie indien ze allereerst door een ontvanger-penningmeester zijn geïnd. Ze kunnen overgaan tot de terugbetaling van ten onrechte geïnde bedragen.

§ 2. De betalingen worden bij voorkeur bij storting uitgevoerd naar een financiële rekening die namens de begunstigde geïdentificeerd bij de rechtsverbintenis van de uitgave geopend is.

§ 3. Bij het Agentschap:

1° mogen de financiële verrichtingen die niet gebonden zijn aan de begroting en de beheersverrichtingen voor aan derden behorende fondsen slechts door de centraliserende penningmeester en op bevel van de verantwoordelijke overheid uitgevoerd worden, onverminderd andere wetsbepalingen;

2° wordt de in artikel 13 bedoelde centraliserende penningmeester ertoe gemachtigd om de door de kassier toegekende kredietlijnen te gebruiken wanneer ze door de verantwoordelijke overheid ter beschikking worden gesteld voor de stortingsopdrachten.

##### *Afdeling 2. — Centraliserende penningmeester*

**Art. 13.** De in- en uitboeking van geldmiddelen van het Agentschap wordt door een centraliserende penningmeester gecentraliseerd in een centraal systeem dat in rechtstreekse verhouding staat tot de algemene boekhouding.

**Art. 14.** Een lijst van de financiële rekeningen waarvoor de centraliserende penningmeester bedoeld in artikel 13 verantwoordelijk is en die nodig zijn voor de centralisatie van de ontvangsten en voor de betaling van de uitgaven alsmede voor de financiële verrichtingen die niet aan de begroting gebonden zijn, wordt door het Agentschap opgesteld en bijgewerkt. Die rekeningen moeten het cashflowoverzicht van het Agentschap mogelijk maken.

**Art. 15.** In de in artikel 11, § 1, bedoelde beslissing tot aanwijzing wordt minstens een plaatsvervangende centraliserende penningmeester aangewezen om de titelvoerende centraliserende penningmeester te vervangen onder zijn verantwoordelijkheid en tijdens zijn tijdelijke afwezigheid of verhindering.

De administrateur-generaal kan evenwel aan de plaatsvervangende centraliserende penningmeester opleggen dat hij, zonder terugwerkende kracht, onder zijn eigen verantwoordelijkheid handelt en een verslag over zijn beheer uitbrengt indien hij na een periode van zes maanden steeds het ambt uitoefent.

#### *Afdeling 3. — Rekening en verantwoording van de rekeningen*

**Art. 16.** De penningmeesters leggen verantwoording voor hun beheer af.

Daarvoor maken ze gebruik van de modellen die door de Minister van Begroting worden vastgesteld.

Een exemplaar van de jaarlijkse beheersrekening en van zijn oorspronkelijke bewijsstukken, bedoeld in artikel 62, worden door de boekhoudkundige en financiële dienst bewaard tot 31 december van het jaar van de definitieve afsluiting van het begrotings- en boekjaar.

#### *HOOFDSTUK V. — Personen belast met het voeren van de boekhouding*

**Art. 17.** De administrateur-generaal of elke ambtenaar of elk personeelslid van niveau A, B of C dat daartoe door hem is aangewezen, gaat over tot :

1° het beheer van de toegangen tot het geïnformatiseerd systeem bij invoering of raadpleging;

2° de boekingen en de bekrachtiging ervan;

3° de opmaking van de tussenboekhoudverslagen en van de jaarlijkse algemene rekening die door toedoen van de Voogdijminister ter goedkeuring aan de Regering moet worden voorgelegd.

**Art. 18.** Elke ambtenaar of elk personeelslid van niveau A, B of C dat overeenkomstig artikel 17 door de administrateur-generaal wordt aangewezen, mag noch afgevaardigd ordonnateur, noch ontvanger, noch penningmeester zijn.

**Art. 19.** Naast de in artikel 17 bedoelde opdrachten wordt op de plaats van bestemming wekelijks verslag uitgebracht over de stand van de vastleggingen en vereffeningen van de kredieten van het Agentschap, alsmede wekelijks verslag over de stand van de verbintenisvisa en de nog betaalbaar te stellen vastleggingen:

1° van de bevoegde Vakminister(s);

2° van de Minister van Begroting;

3° van de Inspectie van Financiën;

4° van de Regeringscommissarissen;

5. van de Voorzitter van de Financiële en budgettaire Raad van toezicht.

Bovendien kunnen de in het eerste lid bedoelde personen om aanvullende informatie verzoeken.

De bescherming van de persoonsgegevens wordt georganiseerd door de beheerder van het informaticasysteem met het oog op de naleving van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

### **Titel II. — Opstelling van de begroting**

#### *HOOFDSTUK I. — Opstelling van de oorspronkelijke begroting*

##### *Afdeling 1. — Voorlopige begrotingsvoorstellen*

**Art. 20.** De financiële en budgettaire Raad van toezicht stelt uiterlijk op 15 maart van het jaar dat aan het betrokken begrotingsjaar voorafgaat, op basis van de laatste door het Federale Planbureau bekendgemaakte cijfers en indien de regering geen specifieke voorafgaande beslissing heeft genomen, de parameters vast op basis waarvan het ontwerp van de ontvangstenbegroting en het ontwerp van de uitgavenbegroting van het Agentschap wordt opgesteld.

**Art. 21.** Op basis van de in artikel 20 bedoelde elementen evalueert het Agentschap de middelen die hem ter beschikking zullen worden gesteld, in het licht van de macro-economische parameters en op basis van de geplande meerjarige ontwikkeling van de subsidies zoals bepaald in zijn beheerscontract.

##### *Onderafdeling 1. — Voorontwerp van beheersbegroting*

**Art. 22.** § 1. Op basis van de in artikel 20 bedoelde parameters en de toepassing van het beheerscontract voor de berekening van de werkingsubsidies aan het Agentschap stelt de Algemene Raad een voorontwerp van beheersbegroting voor het Agentschap op.

Het door de Algemene Raad ingediende voorontwerp van begroting gaat vergezeld van een uitvoerig intern verslag bij het Agentschap.

In geval van onvoldoende middelen, het verslag van de Algemene Raad:

1° in geval van een geconstateerd tekort bij een constant beleid, specificeert de maatregelen die de Raad kan nemen om het geconstateerde tekort in te perken;

2° rechtvaardigt het verzoek om bijkomende middelen in geval van nieuwe uitgaven.

Het voorontwerp van begroting wordt uiterlijk op 10 mei van het jaar dat aan het betrokken begrotingsjaar voorafgaat, opgesteld.

§ 2. Het in paragraaf 1 bedoelde voorontwerp van begroting wordt voor advies aan de financiële en budgettaire Raad van toezicht toegezonden.

De financiële en budgettaire Raad van toezicht brengt uiterlijk op 20 mei van het lopende jaar zijn advies uit.

§ 3. Het in paragraaf 1 bedoelde voorontwerp van begroting en het advies van de financiële en budgettaire Raad van toezicht worden ter informatie aan de Branchecomités toegezonden.

## Onderafdeling 2. — Voorontwerp van begroting voor opdrachten

**Art. 23.** Op basis van de in artikel 20 bedoelde parameters en de toepassing van het beheerscontract voor de berekening van de aan het Agentschap verleende subsidies voor opdrachten beslist de Algemene Raad uiterlijk op 15 april voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar over de bedragen die worden ingehouden als voorlopige subsidies voor opdrachten, alsmede over de verdeling ervan over de afdelingen.

**Art. 24. § 1.** Op basis van de in artikel 20 bedoelde parameters stellen de in de artikelen 12 tot en met 16/1 en 23 en 24 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid bedoelde commissies een voorontwerp van begroting op voor de aangelegenheden die hen aangaan, waarbij zij de kosten en de ontwikkeling van de kosten voor een bepaald onderwerp onderscheiden:

1° met een constant beleid, d.w.z. zonder het regelgevend kader dat van toepassing is op een bepaald beleid te wijzigen, waarbij onderscheid wordt gemaakt tussen wat relevant is voor de ontwikkeling van de macro-economische parameters en wat niet;

2° naar nieuw beleid, d.w.z. met nieuwe begrotings- en juridische verbintenissen voor het Agentschap.

Het begrotingsontwerp en de in het eerste lid gemaakte onderscheidingen betreffen zowel verhogingen als verlagingen van de kredieten.

§ 2. Het door de Commissies ingediende voorontwerp van begroting gaat vergezeld van een uitvoerig intern verslag bij het Agentschap.

§ 3. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde gegevens worden uiterlijk op 15 april van het jaar dat aan het betrokken begrotingsjaar voorafgaat aan de bevoegde Branchecomités toegezonden.

**Art. 25. § 1.** Op basis van de in artikel 20 bedoelde parameters en op basis van de in artikel 24, paragrafen 1 en 2, bedoelde elementen stelt elk Branchecomité, met inachtneming van de door de Algemene Raad overeengekomen artikel 23 toegewezen budgetten, een voorontwerp van begroting op voor de zowel paritaire als niet-paritaire opdrachten van zijn afdeling, met inbegrip van de opdrachten die verscheidene comités gemeen hebben

Het door het Branchecomité ingediende voorontwerp van begroting gaat vergezeld van een uitvoerig intern verslag bij het Agentschap.

In geval van onvoldoende middelen, het verslag van het Branchecomité:

1° in geval van een tekort met een constant beleid, d.w.z. bij een ongewijzigd wettelijk en regelgevend kader, specificeert de maatregelen die het Comité zal nemen om het tekort te beperken, met inbegrip van een wijziging van de reglementatie;

2° rechtvaardigt het verzoek om bijkomende middelen in geval van nieuwe uitgaven.

Het voorontwerp van begroting wordt uiterlijk op 10 mei van het jaar dat aan het betrokken begrotingsjaar voorafgaat, opgesteld.

§ 2. Het in paragraaf 1 bedoelde voorontwerp van begroting wordt voor advies aan de financiële en budgettaire Raad van toezicht toegezonden.

De financiële en budgettaire Raad van toezicht brengt uiterlijk op 20 mei van het lopende jaar zijn advies uit.

§ 3. Het in paragraaf 1 bedoelde voorontwerp van begroting en het advies van de financiële en budgettaire Raad van toezicht worden onverwijld aan de Algemene Raad toegezonden.

## Onderafdeling 3. — Begrotingsontwerpen

**Art. 26.** Aan de hand van de in de artikelen 22 en 25 bedoelde elementen stelt de Algemene Raad uiterlijk op 15 juni van het jaar dat voorafgaat aan het betrokken begrotingsjaar het begrotingsontwerp vast.

Het begrotingsontwerp gaat vergezeld van een uitvoerig verslag.

In geval van onvoldoende middelen, het verslag van de Algemene Raad:

1° in geval van een geconstateerd tekort bij een constant beleid, specificeert de maatregelen die de Algemene Raad en de Branchecomités zullen nemen om het geconstateerde tekort in te perken;

2° rechtvaardigt het verzoek om bijkomende middelen in geval van nieuwe uitgaven.

Het begrotingsontwerp wordt samen met het uitvoerig verslag aan de functioneel bevoegde ministers toegezonden zodra de Algemene Raad het begrotingsontwerp heeft vastgesteld.

## Afdeling 2. — Definitieve begrotingsvoorstellen

**Art. 27.** Zodra de regering een besluit heeft genomen, stelt de Voogdijminister het Agentschap in kennis van het bedrag van de definitieve subsidievoorstellen die aan het Agentschap voor zijn opdrachten zullen worden voorgelegd en ter stemming aan het Parlement zullen worden voorgelegd.

**Art. 28.** Op basis van de in artikel 27 bedoelde elementen beslist de Algemene Raad binnen een termijn van ten hoogste tien dagen na de kennisgeving door de Voogdijminister over de verdeling van de voorstellen tot definitieve subsidiëring van het Agentschap voor zijn opdrachten tussen de afdelingen, rekening houdend met de bedragen die de Regering voor nieuw beleidsvormen heeft vastgesteld.

**Art. 29.** Overeenkomstig artikel 28/2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt het deel bestemd voor de begroting van de opdrachten die niet paritair zijn, door de Regering beslist en in de begroting van het Agentschap opgenomen, behalve delegatie besloten door de Regering.

De Regering deelt de in lid 1 bedoelde elementen uiterlijk tien dagen na de kennisgeving van de in artikel 27 bedoelde Voogdijminister aan het Agentschap mee.

**Art. 30.** Op basis van de artikelen 28 en 29 keurt elk van de Branchecomités binnen een termijn van ten hoogste twintig dagen na de kennisgeving van de Voogdijminister bedoeld in artikel 27 de definitieve begrotingsvoorstellen goed betreffende de opdrachten van zijn afdeling, met inbegrip van de definitieve begrotingsvoorstellen betreffende de opdrachten die de verschillende Branchecomités gemeenschappelijk hebben en waarbij hij betrokken is

Na de in het eerste lid genoemde termijn of indien de meerderheid van de leden niet voor de voorgestelde begroting heeft gestemd, wordt de eindstemming over de begroting van de afdeling aan de Algemene Raad voorgelegd.

De beslissing van elk Branchecomité wordt onmiddellijk ter kennis gebracht van de Algemene Raad en de Raad van toezicht op de financiën en de begroting.

**Art. 31.** De financiële en budgettaire Raad van toezicht brengt advies uit over de definitieve voorstellen voor de begroting van de afdelingen binnen een termijn van ten hoogste vijf dagen na ontvangst van alle definitieve begrotingsvoorstellen bedoeld in artikel 30.

Het advies van de financiële en budgettaire Raad van toezicht wordt onmiddellijk ter kennis gebracht van de Algemene Raad.

**Art. 32.** De Algemene Raad stelt het definitieve begrotingsvoorstel van het Agentschap vast binnen een termijn van ten hoogste vijf dagen na ontvangst van het advies van de financiële en budgettaire Raad van toezicht bedoeld in artikel 31.

Na het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn of indien de meerderheid van de leden geen gunstig advies voor het voorgestelde begrotingsontwerp heeft uitgebracht, stelt de Algemene Raad de functioneel bevoegde ministers onverwijld in kennis van de intrekking van zijn begrotingsbevoegdheden.

De aanneming van de definitieve begroting van het Agentschap wordt vervolgens, op gezamenlijk voorstel van de functioneel bevoegde ministers, naar de regering verwezen.

**Art. 33.** Overeenkomstig artikel 28/5 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt de begroting ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

Zonder de in het eerste lid bedoelde goedkeuring wordt geen verzoek om herverdeling ingediend.

#### HOOFDSTUK II. — *Uitwerking van aangepaste budgetten*

##### *Afdeling 1. — Voorlopige begrotingsvoorstellen*

###### Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

**Art. 34.** Het Agentschap past zijn begroting aan zodra het totaal van zijn ontvangsten- en uitgavenbegrotingen is gewijzigd, hetgeen een aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest vereist.

**Art. 35.** De Raad van toezicht op de financiën en de begroting stelt uiterlijk op 20 februari van het lopende begrotingsjaar, op basis van de laatste door het Federale Planbureau bekendgemaakte cijfers en indien de regering geen specifieke voorafgaande beslissing heeft genomen, de parameters vast op basis waarvan het ontwerp van de ontvangstenbegroting en het ontwerp van de uitgavenbegroting van het Agentschap wordt opgesteld.

**Art. 36.** Op basis van de in artikel 20 bedoelde elementen evalueert het Agentschap de middelen die hem ter beschikking zullen worden gesteld, in het licht van de macro-economische parameters en op basis van de geplande meerjarige ontwikkeling van de subsidies zoals bepaald in zijn beheerscontract.

##### *Afdeling 2. — Algemene bepalingen*

###### Onderafdeling 1. — Voorontwerp van beheersbegroting

**Art. 37.** § 1. Op basis van de in artikel 35 bedoelde parameters en de toepassing van het beheerscontract voor de berekening van de werkingssubsidies aan het Agentschap stelt de Algemene Raad een voorontwerp van beheersbegroting voor het Agentschap op.

Het door de Algemene Raad ingediende voorontwerp van begroting gaat vergezeld van een uitvoerig intern verslag bij het Agentschap.

In geval van onvoldoende middelen, het verslag van de Algemene Raad:

1° in geval van een geconstateerd tekort bij een constant beleid, specificeert de maatregelen die de Raad kan nemen om het geconstateerde tekort in te perken;

2° rechtvaardigt het verzoek om bijkomende middelen in geval van nieuwe uitgaven.

Het voorontwerp van begroting wordt uiterlijk op 10 maart van het lopende begrotingsjaar opgesteld.

§ 2. Het in paragraaf 1 bedoelde voorontwerp van begroting wordt voor advies aan de financiële en budgettaire Raad van toezicht toegezonden.

De financiële en budgettaire raad van toezicht brengt uiterlijk op 15 maart van het lopende begrotingsjaar zijn advies uit.

§ 3. Het in paragraaf 1 bedoelde voorontwerp van begroting en het advies van de financiële en budgettaire Raad van toezicht worden ter informatie aan de branchecomités toegezonden.

###### Onderafdeling 2. — Voorontwerp van begroting voor opdrachten

**Art. 38.** Op basis van de in artikel 35 bedoelde parameters, van de toepassing van het beheerscontract voor de berekening van de aan het Agentschap verleende subsidies voor opdrachten en de beslissingen van de Algemene Raad in het kader van de opstelling van de oorspronkelijke begroting, maakt het Agentschap uiterlijk op 1 maart een raming van de bedragen die zijn ingehouden voor voorlopige subsidies voor opdrachten en de verdeling daarvan over de afdelingen.

**Art. 39.** § 1. Op basis van de in artikel 35 bedoelde parameters stelt elk branchecomité, met inachtneming van de door de Algemene Raad overeenkomstig artikel 23 toegewezen budgetten, een voorontwerp van aangepaste begroting op voor de zowel paritaire als niet-paritaire opdrachten van zijn afdeling, met inbegrip van de opdrachten die verscheidene comités gemeen hebben.

Het door het branchecomité ingediende voorontwerp van begroting gaat vergezeld van een uitvoerig intern verslag bij het Agentschap.

In geval van onvoldoende middelen, het verslag van het Branchecomité:

1° in geval van een tekort met een constant beleid, d.w.z. bij een ongewijzigd wettelijk en regelgevend kader, specificeert de maatregelen die het Comité zal nemen om het tekort te beperken, met inbegrip van een wijziging van de reglementatie;

2° rechtvaardigt het verzoek om bijkomende middelen in geval van nieuwe uitgaven.

Het voorontwerp van begroting wordt uiterlijk op 10 maart van het betrokken begrotingsjaar opgesteld.



§ 2. Het in paragraaf 1 bedoelde voorontwerp van begroting wordt voor advies aan de financiële en budgettaire Raad van toezicht toegezonden.

De financiële en budgettaire raad van toezicht brengt uiterlijk op 15 maart van het lopende jaar zijn advies uit.

§ 3. Het in paragraaf 1 bedoelde voorontwerp van begroting en het advies van de financiële en budgettaire raad van toezicht worden onverwijld aan de Algemene Raad toegezonden.

#### Onderafdeling 3. — Begrotingsontwerpen

**Art. 40.** Aan de hand van de in de artikelen 37 en 39 bedoelde elementen stelt de Algemene Raad uiterlijk op 20 maart van het begrotingsjaar het begrotingsontwerp vast.

Het begrotingsontwerp gaat vergezeld van een uitvoerig verslag.

In geval van onvoldoende middelen, het verslag van de Algemene Raad:

1° in geval van een geconstateerd tekort bij een constant beleid, specificeert de maatregelen die de Algemene Raad en de branchecomités zullen nemen om het geconstateerde tekort in te perken;

2° rechtvaardigt het verzoek om bijkomende middelen in geval van nieuwe uitgaven.

Het begrotingsontwerp wordt samen met het uitvoerig verslag aan de functioneel bevoegde ministers toegezonden zodra de Algemene Raad het begrotingsontwerp heeft vastgesteld.

#### Afdeling 3. — Definitieve begrotingsvoorstellen

**Art. 41.** Zodra de regering een besluit heeft genomen, stelt de Voogdijminister het Agentschap in kennis van het bedrag van de definitieve subsidievoorstellen die aan het Agentschap voor zijn opdrachten zullen worden voorgelegd en ter stemming aan het Parlement zullen worden voorgelegd.

**Art. 42.** Op basis van de in artikel 41 bedoelde elementen beslist de Algemene Raad binnen een termijn van ten hoogste zeven dagen na de kennisgeving door de Voogdijminister over de verdeling van de voorstellen tot definitieve subsidiëring van het Agentschap voor zijn opdrachten tussen de afdelingen, rekening houdend met de bedragen die de Regering voor nieuw beleidsvormen heeft vastgesteld.

**Art. 43.** Overeenkomstig artikel 28/2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt het deel bestemd voor de begroting van de opdrachten die niet paritair zijn, door de Regering beslist en in de begroting van het Agentschap opgenomen, behalve delegatie besloten door de Regering.

De Regering deelt de in lid 1 bedoelde elementen ten hoogste binnen een termijn van zeven dagen na de kennisgeving van de in artikel 40 bedoelde Voogdijminister aan het Agentschap mee.

**Art. 44.** Op basis van de artikelen 42 en 43 keurt elk van de Branchecomités binnen een termijn van ten hoogste veertien dagen na de kennisgeving van de Voogdijminister bedoeld in artikel 41 de definitieve begrotingsvoorstellen goed betreffende de opdrachten van zijn afdeling, met inbegrip van de definitieve begrotingsvoorstellen betreffende de opdrachten die de verschillende Branchecomités gemeenschappelijk hebben en waarbij hij betrokken is.

Na de in het eerste lid genoemde termijn of indien de meerderheid van de leden niet voor de voorgestelde begroting heeft gestemd, wordt de eindstemming over de begroting van de afdeling aan de Algemene Raad voorgelegd.

De beslissing van elk Branchecomité wordt onmiddellijk ter kennis gebracht van de Algemene Raad en de Raad van toezicht op de financiën en de begroting.

**Art. 45.** De financiële en budgettaire raad van toezicht brengt advies uit over de definitieve voorstellen voor de begroting van de afdelingen binnen een termijn van ten hoogste vijf dagen na ontvangst van alle definitieve begrotingsvoorstellen bedoeld in artikel 44.

Het advies van de financiële en budgettaire raad van toezicht wordt onmiddellijk ter kennis gebracht van de Algemene Raad.

**Art. 46.** De Algemene Raad stelt het definitieve begrotingsvoorstel van het Agentschap vast binnen een termijn van ten hoogste vijf dagen na ontvangst van het advies van de financiële en budgettaire Raad van toezicht bedoeld in artikel 45.

Na het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn of indien de meerderheid van de leden geen gunstig advies voor het voorgestelde begrotingsontwerp heeft uitgebracht, stelt de Algemene Raad de functioneel bevoegde ministers onverwijld in kennis van de intrekking van zijn begrotingsbevoegdheden.

De aanneming van de definitieve begroting van het Agentschap wordt vervolgens, op gezamenlijk voorstel van de functioneel bevoegde ministers, naar de regering verwezen.

**Art. 47.** Overeenkomstig artikel 28/5 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt de begroting ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

Zonder de in de eerste alinea bedoelde goedkeuring en totdat het Parlement de aangepaste begroting van het Waalse Gewest in het geval van een gewone aanpassing in stemming brengt, wordt geen verzoek om herverdeling gedaan.

#### HOOFDSTUK III. — Technische aanpassingen van de begroting

**Art. 48.** Het Agentschap verricht een technische aanpassing van zijn begroting zodra het totaal van zijn ontvangsten- en uitgavenbegrotingen is gewijzigd, zonder dat dit een aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest vereist.

**Art. 49.** Elk voorstel voor de technische aanpassing van de begroting wordt voor advies voorgelegd aan de Raad van Toezicht op de financiën en de begroting voordat het ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Branchecomités en de Algemene Raad.

De financiële en budgettaire Raad van toezicht komt uiterlijk vijf dagen na de datum van ontvangst van het verzoek om technische aanpassing van de begroting bijeen.

Met het uitbrengen van adviezen door de financiële en budgettaire raad van toezicht wordt de procedure voor de technische aanpassing van de begroting in gang gezet.



**Art. 50.** De Branchecomités en de Algemene Raad laten zich uiterlijk vijf dagen voordat zij een besluit nemen over het voorstel tot technische aanpassing dat hun wordt voorgelegd, adviseren door de financiële en budgettaire raad van toezicht.

**Art. 51.** Na het uitbrengen van het in artikel 49, lid 3, bedoelde advies wordt, in geval van een technische aanpassing, geen verzoek om een nieuwe verdeling van de kredieten meer gedaan voordat de begroting door de regering is goedgekeurd.

In dringende en behoorlijk verantwoord gevallen die door de financiële en budgettaire raad van toezicht zijn goedgekeurd, kan van het eerste lid worden afgeweken.

### TITEL III. — Uitvoering van de begroting

#### HOOFDSTUK I. — Aanrekeningsregels van de ontvangsten en uitgaven

**Art. 52.** De aanrekening van elke som op de begroting wordt op een bewijsstuk gegrond.

**Art. 53.** § 1. De ontvangsten en de vereffende uitgaven worden aangerekend op de begroting van een bepaald jaar wanneer de rechten worden vastgesteld.

§ 2. De verplichting tot betaling bestaat wanneer en op het ogenblik waarop een schuld krachtens de toepasselijke wettelijke of reglementaire bepalingen ten laste van het Agentschap bestaat of een schuldvordering ten gunste van dat Agentschap bestaat onafhankelijk van de vervaldatum van die schuld of van die schuldvordering.

Onverminderd de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen wordt de verplichting tot betaling geacht te bestaan met name voor, in voorkomend geval:

1° de wedden, pensioenen, toevallige premies en andere bijzondere toelagen : op het ogenblik van de prestatie, en voor de dienovereenkomstige achterstallen : te allen tijde, ongeacht het jaar waarmee ze verband houden;

2° de werken, leveringen en diensten, met uitzondering van de huren en abonnementen : wanneer de opdracht voor werken, leveringen en diensten uitgevoerd en gegund is;

3° de huren en abonnementen : op de datum waarop ze krachtens de contractuele verplichting verschuldigd zijn;

4° de aankoop en de verkoop van onroerende goederen : wanneer de verkoop tussen partijen voltooid is;

5° de toelagen waarvan de toekenning bij organieke bepalingen wordt bepaald : wanneer ze volgens die organieke bepalingen verschuldigd zijn;

6° de toelagen waarvan de toekenning niet bij organieke bepalingen wordt bepaald : op de datum waarop ze verschuldigd zijn krachtens de bepalingen betreffende vereffeningsmodaliteiten bepaald bij het toekenningsbesluit;

7° de bijdragen aan internationale instellingen ter uitvoering van verdragen : op de datum waarop ze krachtens de contractuele verplichting verschuldigd zijn;

8° de vrijwillige bijdragen aan internationale instellingen : op de datum waarop van het besluit of de akte tot toekenning van de toelage kennis wordt gegeven;

9° de toekenningen van kredieten : op de datum waarop het besluit of de akte tot toekenning van de toelage in werking treedt;

10° de vonnissen en arresten of andere akten die een einde maken aan geschillen : op de datum waarop die vonnissen uitvoerende kracht hebben.

**Art. 54.** § 1. Elke uitgave wordt voorafgaand aan de vereffening ervan vastgelegd.

De aanrekening van een uitgave ten laste van vastleggingskredieten van een bepaald jaar wordt op verzoek van de ordonnateur uitgevoerd na verkrijging van een verbintenisvisum in de vorm van een van een jaartal of een vaststaande identificatie voorzien nummer dat verleend wordt door de controle-eenheid van de vastleggingen.

De aanrekeningsdatum wordt door de datum van het verbintenisvisum bepaald.

§ 2. Voorafgaand aan de rechtsverbintenis gaat de ordonnateur na of de rechtsverbintenis met de begrotingsvastlegging overeenstemt.

Bij tekort aan begrotingsvastlegging moet hij een aanvullende verbintenis ten laste van de kredieten van het jaar voorafgaand aan de rechtsverbintenis vragen.

Bij overschot van de begrotingsverbintenis kan hij er de teruggave van aan het betrokken vastleggingskrediet vragen. Die mogelijkheid mag slechts uitgevoerd worden als de rechtsverbintenis en begrotingsvastlegging gebonden zijn aan hetzelfde begrotingsjaar.

De ordonnateur maakt de stukken die het bestaan van de rechtsverbintenis aansluitend bij de begrotingsverbintenis bevestigen, over aan de boekhoudings- en financiën diensten.

§ 3. De controle-eenheid van de vastleggingen gaat na of de rechtsverbintenis uiterlijk op 31 december van het jaar volgend op het jaar van de begrotingsvastlegging uitgevoerd is.

De datum van de rechtsverbintenis wordt bepaald door de datum waarop een verbintenis ten laste van de begroting onomkeerbaar is geworden.

§ 4. De fasen betreffende de begrotings- en rechtverbintenissen kunnen gelijktijdig zijn en zijn van ambtswege gelijktijdig voor de uitgaven bedoeld in artikel 22, § 3, van het decreet van 15 december 2011. In dit geval is de datum van aanrekening van de begrotingsverbintenissen ten laste van de vastleggingskredieten en van de registratie van de dienovereenkomstige rechtsverbintenissen de datum van het visum van de begrotingsverbintenis.

§ 5. In de gevallen bedoeld in artikel 22, § 1, van het decreet van 15 december 2011 worden het verbintenisvisum en het nummer van de bestelbon bij de kennisgeving door de ordonnateur aan de derde medegedeeld en vormen het de verplichte referentie die de derde moet vermelden op alle documenten betreffende de opdracht of de subsidiëring die daarna aan de ordonnateur wordt overgemaakt.

**Art. 55.** Naast de in artikel 53, bepaalde voorwaarden wordt de aanrekening van een uitgave ten laste van de vereffeningskredieten voorafgegaan door een boeking van het bewijsstuk op een wachtrekening van de algemene boekhouding tot het moment waarop de controles uitgeoefend en bekrachtigd worden door de controle-eenheid van de vereffeningen.

Na aanrekening van de uitgave ten laste van het vereffeningskrediet, is de betalingsopdracht gegeven door de ordonnateur aan de penningmeester of de centraliserende penningmeester uitvoerbaar.

HOOFDSTUK II. — *Nieuwe verdeling van de kredieten**Afdeling 1. — Beheersbegroting*

**Art. 56.** § 1. De Algemene Raad beslist, op voorstel van het Agentschap, over elke nieuwe verdeling van de kredieten binnen de beheersbegroting van het Agentschap.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde beslissing wordt bekrachtigd bij een besluit van de Voogdijminister.

§ 3. Het in paragraaf 2 bedoelde besluit wordt door het Agentschap ter kennis gebracht van het Waals Parlement, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, de Minister van Begroting, de Functionele Minister(s) en de financiële en budgettaire Raad van toezicht.

*Afdeling 2. — Begroting van de paritaire opdrachten*

**Art. 57.** § 1. Na advies van de financiële en budgettaire raad van toezicht beslissen de (het) betrokken Branchecomité(s), op voorstel van het Agentschap, over elke nieuwe verdeling van kredieten binnen de begroting van de paritaire opdrachten van de afdelingen waarvoor zij verantwoordelijk zijn.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde beslissing wordt bekrachtigd bij een besluit van de Voogdijminister.

§ 3. Het in paragraaf 2 bedoelde besluit wordt door het Agentschap ter kennis gebracht van het Waals Parlement, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, de Minister van Begroting, de Functionele Minister(s) en de Algemene Raad.

*Afdeling 3. — Begroting van de niet-paritaire opdrachten*

**Art. 58.** § 1. De functioneel bevoegde minister of ministers beslist of beslissen, op eventueel voorstel van het Agentschap, over elke nieuwe verdeling van de kredieten binnen de begroting van de niet-paritaire opdrachten van de afdelingen waarvoor zij verantwoordelijk zijn.

§ 2. Na een gunstig advies van de Inspectie van Financiën wordt de beslissing bedoeld in paragraaf 1 bekrachtigd bij een besluit van de Voogdijminister en de Minister van Begroting.

§ 3. Het in paragraaf 2 bedoelde besluit wordt door het Agentschap ter kennis gebracht van het Parlement, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, de Algemene Raad of het (de) betrokken branchecomité(s) en de financiële en budgettaire Raad van toezicht.

*Afdeling 4. — Algemene bepalingen*

**Art. 59.** De aanvragen tot nieuwe verdeling van de kredieten:

1° zijn gemotiveerd;

2° moeten aan de aanwending van de kredieten voorafgaan, behalve als ze niet-limitatieve vereffeningskredieten betreffen, in welk geval ze in een overschrijding van kredieten *a posteriori* kunnen voorzien.

Ze kunnen alleen tijdens het lopende boekjaar ingediend worden en moeten uiterlijk op 31 december van dit boekjaar bekrachtigd worden.

**Titel IV. — Voering van de algemene boekhouding**HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Art. 60.** § 1. De algemene en begrotingsboekhoudingen worden op een geïntegreerd manier in een geïnformatiseerd boekhoudstelsysteem gevoerd.

§ 2. De algemene boekhouding boekt een handeling bij het ontstaan, de verandering of de schrapping van een economische waarde, van een vastgesteld recht of van een verplichting.

De aanrekeningen in de begrotingsboekhouding van de vastgestelde rechten voortvloeiend uit de verhoudingen met derden geven aanleiding tot een gelijktijdige boeking in de algemene boekhouding.

De handelingen die niet uit verhoudingen met derden voortvloeien, vormen interne bewegingen.

Wanneer het Agentschap als bemiddelaar handelt in het beheer van aan derden behorende fondsen, verschijnt dit beheer in de algemene boekhouding met vermelding van specifieke rekeningen.

HOOFDSTUK II. — *Boekhoudplan*

**Art. 61.** Het boekhoudplan dat geldt voor het Agentschap wordt bepaald door de Regering.

De onderverdelingen in klassen, subklassen en rubrieken van dit plan moeten verplicht opgevolgd worden. In het geïnformatiseerd systeem moeten bijkomende vakken voorbehouden worden om te voldoen aan de behoefte aan bijkomende statistische of analytische inlichtingen.

Bij deze gelegenheid bepaalt de Regering ook de regels inzake evaluatie, afschrijvingen, voorraadaanleg voor risico's en lasten alsook de regels inzake waardevermindering en herevaluatie.

**Titel V. — Bewijsstukken en bewaring ervan**

**Art. 62.** § 1. Met inachtneming van de wets- en reglementaire bepalingen worden de verantwoordingsstukken van de uitgaven die aanleiding geven tot een betaling opgelijst door boekhoudkundig boekje

§ 2. Elk bewijsstuk wordt gedateerd en geïdentificeerd door een vermelding die de budgettaire eigenschappen van de uitgave en het nummer van het verbintenisvisum alsmede elk ander gegeven dat een controlespoor van de verbintenis van de uitgaven tot de betaling ervan mogelijk maakt, omvat.

§ 3. De controledocumenten, opgelegd door de reglementering met het oog op de vastlegging of de vereffening van de uitgaven, worden bij de verantwoordingsstukken gevoegd.

§ 4. De voor de betalingen nodige bewijsstukken worden op volgende wijze overgemaakt:

1° het indienen van het originele stuk op een papieren informatiedrager;

2° op elektronische wijze, namelijk met enkel een elektronische verzending en ontvangst.

Bij de tweede optie moeten de authenticiteit van de oorsprong van de factuur en de integriteit van de inhoud ervan overeenkomstig de vigerende reglementering gewaarborgd worden.

De afschriften worden enkel in behoorlijk gemotiveerde toestanden toegelaten.

**Art. 63.** De bewijsstukken van de ontvangsten zijn de aan de schuldenaar gerichte schuldvorderingen of elk effect dat wettelijk of reglementair voorzien is.

Elk bewijsstuk wordt gedateerd en geïdentificeerd door een vermelding die de budgettaire eigenschappen van de ontvangst alsmede elk andere gegeven dat een controlespoor van de vaststelling van het recht tot de inning ervan mogelijk maakt, verplicht omvat.

**Art. 64.** De boekingen in de budgettaire en algemene boekhoudingen worden gestaafd door de in de artikelen 62, 63 en 66 bedoelde bewijsstukken met een verwijzing daarnaar.

**Art. 65.** § 1. De volgende stukken worden bewaard om de onaantastbaarheid als de toegankelijkheid ervan te waarborgen:

1° de bestanden die de boeken en de programma's en systemen om ze te lezen omvatten, tijdens een periode van tien jaar vanaf 1 januari van het jaar volgend op de definitieve afsluiting van het begrotings- en boekjaar;

2° op papieren en elektronische informatiedrager, de in artikel 62 bedoelde bewijsstukken van de uitgaven voortvloeiend uit een verhouding met een derde, tijdens dezelfde periode als die bedoeld in 1°, onverminderd een andere termijn bepaald overeenkomstig artikel 74 van het decreet van 15 december 2011 wat betreft de verjaring;

3° als afschrift op papieren of elektronische informatiedrager, de bewijsstukken van de ontvangsten bedoeld in artikel 53, tijdens dezelfde periode als die bedoeld in 1°;

4° op papieren of elektronische informatiedrager, de in artikel 63 bedoelde boekhoudstukken, tijdens dezelfde periode als die bedoeld in 1°;

5° een origineel exemplaar van de jaarlijkse rekeningen van de ontvangers en penningmeesters alsmede de uittreksels van hun financiële rekeningen, tijdens dezelfde periode als die bedoeld in 1°;

6° een origineel exemplaar van elke algemene jaarlijkse rekening, tijdens tien jaar vanaf 1 januari van het jaar volgend op de definitieve afsluiting van het begrotings- en boekjaar.

§ 2. De bewijsstukken worden bewaard op de plaatsen aangewezen door de overheid die voor het archiveren bevoegd is. Ze mogen op een elektronische informatiedrager opgenomen worden.

#### **Titel VI. — Verwijlintresten en inning van de schuldvorderingen**

##### **HOOFDSTUK I. — Intresten die door de derden betaald moeten worden**

**Art. 66.** § 1. Wanneer de betaling van intresten voorzien is bij wettelijke, reglementaire of conventionele bepalingen en als de ontvanger vaststelt dat de verschuldigde bedragen op de vervaldatum niet zijn gestort, is een intrest waarvan het percentage gelijk is aan het wettelijke percentage van rechtswege en zonder aanmaning invorderbaar.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde intrest wordt per kalendermaand berekend vanaf de eerste dag van de maand volgend op de vervaldatum tot de laatste dag van de maand waarin de betaling wordt uitgevoerd.

§ 3. De verwijlintrest is niet verschuldigd wanneer:

1° het bedrag ervan kleiner is dan 10 euro;

2° de periode waarop de terugvordering betrekking heeft, korter is dan een jaar.

**Art. 67.** Wanneer de derde-schuldenaar een geldtoestand doet gelden die een uitstel van betaling van de verschuldigde schuldvorderingen rechtvaardigt, kan de ontvanger maatregelen voor de aanpassing van de betalingsmodaliteiten nemen.

In het kader van onderhandelingen met de derde-schuldenaar kan hij hem betalingsvoorwaarden en -termijnen verlenen op voorwaarde dat de derde-schuldenaar:

1° de rechten die ten gunste van de eenheid worden vastgesteld, niet betwist;

2° de financiële moeilijkheden waarin hij verkeert, bewijst, met name door het overleggen van bewijsstukken van financiële, juridische of administratieve aard;

3° zich ertoe verbindt om de door de ontvanger verleende betalingsvoorwaarden en -termijnen na te leven.

Bovendien kan de ontvanger tijdens die onderhandelingen met de derde-schuldenaar overeenkomen dat intresten niet toegepast zullen worden indien laatstgenoemde de verleende betalingsvoorwaarden en -termijnen naleeft.

##### **HOOFDSTUK II. — Inning van de schuldvorderingen**

**Art. 68.** De ontvanger verzendt in een eenvoudige omslag binnen de termijn vastgesteld in artikel 55 van het decreet van 15 december 2011 een verzoek tot betaling in de vorm van een aanmaning.

Bij verstrijken van de betaaltermijn richt de ontvanger binnen een termijn van 15 dagen volgend op de datum van verzending van het verzoek tot betaling een tweede aanmaning. Wordt de betaling niet uitgevoerd binnen een termijn van 15 dagen volgend op de datum van verzending van de tweede aanmaning richt de ontvanger bij aangetekend schrijven een ingebrekestelling met bevel tot betaling.

**Art. 69.** Onverminderd de in artikel 68 bedoelde procedure wordt de ontvanger ertoe gemachtigd om:

1° de medewerking van de Algemene administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën te vragen overeenkomstig het decreet van 23 juli 1987 makende de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen bevoegd om sommige vermogensverrichtingen te doen voor rekening van het Waalse Gewest en de eraan verbonden instellingen van openbaar nut;

2° de zaak aanhangig te maken bij de Hoven en rechtbanken.

#### **Boek III. — Budgettaire en boekhoudkundige interne controle en audit**

##### **Titel I. — Algemene bepalingen**

##### **HOOFDSTUK I. — Interne controle**

**Art. 70.** § 1. Overeenkomstig artikel 100 van het decreet van 15 december 2011 voert het Agentschap systemen in voor de oplijsting, de beoordeling en hiërarchisering van de risico's door ze aan te passen aan de aard en aan het volume van hun verrichtingen. Regelmatig worden de risico's en de interne controleregeling herbeoordeeld om hun relevantie te onderzoeken ten overstaan van de evolutie van de activiteit en de omgeving.

De interne controle heeft betrekking op :

- 1° de overkoepelende beheersprocedures van het Agentschap;
- 2° de processen inzake begroting en boekhouding.

De internationaal erkende normen voor interne controle worden toegepast.

§ 2. De interne begrotings- en boekhoudcontrole wordt zo ingericht dat een concentratie van de financiële risico's in de handen van éénzelfde ambtenaar of personeelslid voorkomen wordt.

De beheerssystemen en interne controleprocedures worden toegespitst op de beheersing van de risico's inzake conformiteit, betrouwbaarheid en integriteit van de begrotings- en financiële gegevens.

§ 3. De budgettaire en boekhoudkundige procedures worden schriftelijk bepaald en vastgesteld zodat ze een duidelijke documentatie vormen, die op elk vlak geformaliseerd en bijgewerkt wordt. Ze houden met name verband met het voeren van de begrotings- en algemene boekhouding, het beheer van de thesaurie en het beheer van de investeringen.

Ze nemen de scheiding van de ambten in acht en omschrijven de taken die worden uitgevoerd, evenals de actoren belast met de uitvoering ervan.

§ 4. In het informaticasysteem dat als drager dient voor de begroting en de boekhouding worden automatische controles en manuele interventies geïntegreerd voor de aanvaarding van de verrichtingen, waarbij de traceerbaarheid en de identificatie van de actoren gewaarborgd wordt. Er worden hulp- en bewaarprocedures voorzien om de continuïteit en de integriteit van de ingevoerde informatie te garanderen.

**Art. 71.** Elke ambtenaar of elk personeelslid neemt in functie van de toegewezen opdrachten en verantwoordelijkheden deel aan de goede werking van het interne controlesysteem.

**Art. 72.** De administrateur-generaal ziet toe op de tenuitvoerlegging van het interne controlesysteem en bevestigt jaarlijks de doeltreffendheid ervan, met name op basis van de verslagen van de verschillende diensten.

#### HOOFDSTUK II. — *Interne audit*

**Art. 73.** Overeenkomstig artikel 100 van het decreet van 15 december 2011 waarborgt het Agentschap de goede werking, doeltreffendheid en efficiëntie van zijn interne controlesysteem door middel van een interne audit.

De interne audit beoogt zowel de interne controle betreffende de overkoepelende beheersprocedures als die betreffende de begrotings- en boekhoudprocessen van het Agentschap.

De internationaal erkende auditnormen voor interne controle worden toegepast.

#### HOOFDSTUK III. — *Geïntegreerde auditmethode*

**Art. 74.** Overeenkomstig artikel 52/2 van het decreet van 15 december 2011 organiseren het Agentschap het houden van een permanent dossier dar de bijgewerkte algemene informatie bevat nuttig in het kader van audits. De interne audit-, interne en externe controleverslagen zijn als bijlage bijgevoegd.

Het permanent dossier wordt ter beschikking gehouden van de verschillende actoren inzake controle en audit van het Agentschap, met name de interne controleurs en auditeurs, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën of de bedrijfsrevisoren. Zij kunnen zich, onverminderd de toepassing van specifieke wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen, op de conclusies en aanbevelingen van elkaar baseren en hun controles in overleg organiseren, met name door middel van akkoordprotocollen of overeenkomsten.

### Titel II. — **Budgettaire en boekhoudkundige interne controle**

#### HOOFDSTUK I. — *Actoren*

**Art. 75.** De eenheden voor de controle van de vastleggingen en de vereffeningen zijn onafhankelijk van de diensten die de gecontroleerde verrichtingen tot stand hebben doen komen. Periodiek rapporteren zij de tijdens hun controleverrichtingen vastgestelde afwijkingen aan de administrateur-generaal.

#### HOOFDSTUK II. — *Controle der vastleggingen*

##### *Afdeling 1. — Budgettaire vastleggingen*

**Art. 76.** § 1. Aan de controle-eenheid voor de vastleggingen worden voorgelegd:

1° een vastleggingsvisum voorafgaand aan de kennisgeving ervan, de uitgaven bedoeld in artikel 22, § 1, lid 1, van het decreet van 15 december 2011, uitgezonderd wanneer het voorwerp van de opdracht terugkerende opdrachten betreft.

Dit vastleggingsvisum wordt verhoogd in het geval bedoeld in artikel 53, § 2, derde lid;

2° een vastleggingsvisum van de in de loop van het begrotingsjaar eisbare sommen, met inbegrip van, in voorkomend geval, de aan de verhoging ervan voorafgaande uitvoering, uitgezonderd voor die bedoeld onder c):

a) de terugkerende uitgaven;

b) de uitgaven bedoeld in artikel 22, § 3, van het decreet van 15 december 2011;

c) de uitgaven kleiner dan of gelijk aan 31.000 euro, BTW niet meegerekend, die vastgesteld kunnen worden via een aanvaarde factuur en waarvan de betaling toevertrouwd zal worden aan de centraliserend penningmeester bedoeld in artikel 13;

3° een regulerend vastleggingsvisum, de uitgaven bedoeld in artikel 23, § 1, van het decreet van 15 december 2011.

Het vastleggingsvisum is provisioneel wanneer het bedrag van de uitgaven niet exact gekend is en geraamd wordt, gestaafd door verantwoordingsstukken met, in voorkomend geval, als bijlage het advies van de Inspectie van Financiën.

In de hypothese, onder de voorwaarden en op grond van de bewijsstukken bedoeld in artikel 53, § 2, vierde lid, verricht de eenheid voor de controle van de vastleggingen op bevel van de ordonnateur de vermindering van het vastleggingsvisum ter hoogte van het overschot.

**Art. 77.** Er wordt een vastleggingsvisum toegekend per individueel beschouwde uitgave.

Dit visum kan evenwel meerdere uitgaven omvatten indien ofwel:

- 1° de aard ervan dit verantwoordt;



- 2° de aard ervan dezelfde is en de begunstigden vernoemd worden in één enkel stuk;
- 3° de identiteit van de begunstigden niet juist achterhaald is;
- 4° het individueel bedrag van elke uitgave niet juist bepaald is;
- 5° de identiteit van de begunstigden en het individueel bedrag van elke uitgave niet juist bepaald kunnen worden.

**Art. 78.** § 1. Om een vastleggingsvisum te krijgen, zorgt de ordonnateur ervoor dat de eenheid voor de controle van de vastleggingen ter ondersteuning van de bewijsstukken een aanvraag overgemaakt wordt met volgende inlichtingen:

- 1° het voorwerp van de akte die geïmprimeerd moet worden;
- 2° in voorkomend geval, de adresgegevens van de derden zoals de leverancier, de inschrijver, de schuldeiser of de begunstigde;
- 3° het bedrag van de vermoedelijke uitgave op grond van het ontwerp-contract, het ontwerp-toekenningsbesluit, het beschikkend gedeelte van de uitgavenbegroting, de normerende bepaling of elk ander gegeven, met inbegrip van een raming;
- 4° het jaar, de afdeling, het programma en de basisallocatie van de uitgavenbegroting;
- 5° de naam en de hoedanigheid van de ordonnateur.

In voorkomend geval worden de voorafgaandelijke instemmingen of adviezen waarvan sprake in de bepalingen van titel 4 bij de verantwoordingsstukken gevoegd.

§ 2. Om een regulerend vastleggingsvisum te bekomen, worden door de ordonnateur aan de eenheid voor de controle van de vastleggingen voorgelegd :

- 1° de verantwoordingsstukken van de uitgave, in voorkomend geval, de weigering tot bekrachtiging ervan door de eenheid voor de controle van de vereffeningen wegens uitblijven van een voorafgaandelijke vastlegging;
- 2° het advies van de Inspectie van Financiën overeenkomstig artikel 100, 3°;
- 3° de instemming van de Minister van Begroting in geval van toepassing van artikel 97, § 2.

**Art. 79.** § 1. De eenheid voor de controle van de vastleggingen onderzoekt meer bepaald :

- 1° de juistheid van de gegevens voor de toerekening op de begroting;
- 2° in voorkomend geval, de overeenstemming van de vastlegging met de begrotingsmachtigingen;
- 3° in voorkomend geval, de begunstigde en het bedrag;
- 4° de beschikbaarheid van de vastleggingskredieten;
- 5° de overeenstemming van de uitgave met de wetten, decreten, besluiten, omzendbrieven, reglementen, vonnissen en contracten;
- 6° in voorkomend geval, de inachtneming van de procedures inzake administratieve en budgettaire controle bedoeld in Titel IV;
- 7° de regelmatigheid van de voorgelegde bewijsstukken.

§ 2. De eenheid voor de controle van de vastleggingen wordt ertoe gemachtigd, elk verzoek tot regulerende vastlegging te viseren wanneer de vastleggingskredieten beschikbaar zijn op het gepaste basisartikel van het lopende begrotingsjaar.

**Art. 80.** Na afloop van haar onderzoek stelt de eenheid voor de controle van de vastleggingen haar beslissing ter beschikking van de ordonnateur.

In het geval dat het aangevraagde vastleggingsvisum toegekend wordt, vermeldt de beslissing minstens het visumnummer, de datum ervan en de toerekening van de uitgave op de begroting ten laste van de vastleggingskredieten.

In het geval dat het aangevraagde vastleggingsvisum niet toegekend wordt wegens de onvolledigheid van de aanvraag, wordt de ordonnateur verzocht de ontbrekende stukken voor te leggen.

In het geval dat het aangevraagde vastleggingsvisum geweigerd wordt wegens onregelmatigheden in de aanvraag, wordt de ordonnateur ingelicht over de gemotiveerde beslissing.

**Art. 81.** Het boekhoudsysteem registreert gedurende éénzelfde begrotingsjaar en zonder onderbreking de toegekende visumnummers, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de verschillende soorten vastleggingen;

**Art. 82.** Elke visumaanvraag ten laste van de kredieten van een welbepaald begrotingsjaar wordt uiterlijk tegen 31 december van datzelfde jaar behandeld.

Op voorstel van het Agentschap stelt de financiële en budgettaire raad van toezicht de uiterste datum vast waarop de aanvragen de boekhoudkundige en financiële dienst van het Agentschap moeten hebben bereikt.

#### *Afdeling 2. — Rechtsverbintenissen*

**Art. 83.** De fases van budgettaire en juridische vastlegging van éénzelfde uitgave vallen onder de bevoegdheid van de ordonnateurs die volgens de vigerende reglementering gemachtigd zijn om de vastleggingskredieten te gebruiken ten laste waarvan de uitgave begrotingsgewijze toegerekend dient te worden.

Het bedrag van de juridische vastlegging, bewezen volgens de nadere regels van artikel 53, § 2, lid 4, wordt op adequate wijze geboekt.

Een globale budgettaire vastlegging zoals bedoeld in artikel 76, tweede lid, kan door meerdere individuele rechtsverbintenissen bevestigd worden.

De opdrachten inzake de verificatie van het openstaande bedrag van de rechtsverbintenissen worden toevertrouwd aan de boekhoudkundige en financiële dienst.

#### *HOOFDSTUK III. — Controle der vereffeningen*

**Art. 84.** Elke uitgave waarvan de betaling verricht wordt door de centraliserende penningmeester wordt door de ordonnateur onderworpen aan de eenheid voor de controle van de vereffeningen, met het oog op bekrachtiging en definitieve toerekening ervan ten laste van de vereffeningkredieten.



**Art. 85.** Om de bekrachtiging van de vereffening te bekomen, deelt de ordonnateur de eenheid voor de controle van de vereffeningen de nodige gegevens mee, waaronder met name:

1° het bewijsstuk, goedgekeurd volgens de nadere regels vastgelegd door de administrateur-generaal en waaruit de verrichte en aanvaarde dienst blijkt;

2° het nummer van het vastleggingsvisum of, bij gebreke daarvan, het nummer van de aanvraag ervan en, in voorkomend geval, een afschrift van de bestelbon;

3° het jaar, de organisatie-afdeling, het programma en de basisallocatie van de uitgavenbegroting;

4° het te betalen bedrag;

5° de betrokken partij;

6° het nummer van de financiële rekening geopend op naam van de begunstigde;

7° de vervaldatum voor de betaling;

8° de al dan niet gestructureerde mededeling;

9° in voorkomend geval, de vermogenskenmerken van de uitgave.

**Art. 86.** De eenheid voor de controle van de vereffeningen onderzoekt met name :

1° de voorafgaandelijke vastlegging van de uitgave;

2° de correcte verbinding van de vastgestelde rechten met het begrotingsjaar;

3° de juistheid van de gegevens voor de toerekening op de begroting;

4° de beschikbaarheid van het vereffeningkrediet;

5° de regelmatigheid van de voorgelegde bewijsstukken.

6° de naam en de hoedanigheid van de ordonnateur.

7° de juistheid van de gegevens nodig voor de bevrijdende betaling;

9° de afwezigheid van een betaling van hetzelfde bedrag op grond van hetzelfde bewijsstuk aan dezelfde begunstigde en met dezelfde mededeling.

**Art. 87.** § 1. De bekrachtiging van de vereffening wordt gedagtekend en in de boekhouding verbonden met het vastleggingsvisum waarvan zij de verplichting opheft.

Wanneer de bekrachtiging van de vereffening geweigerd wordt wegens onregelmatigheden, wordt de ordonnateur daarover ingelicht. In dat geval wordt het advies uitgebracht door de eenheid voor de controle van de vereffeningen of de controleur der vereffeningen bij het dossier gevoegd.

§ 2. Als de voorafgaandelijke vastlegging van de uitgave bedoeld in artikel 86, 1°, ontbreekt, dient de ordonnateur een regulerende vastlegging aan te vragen overeenkomstig artikel 76, § 1, 3°, en zijn dossier opnieuw in te dienen, samen met het regulerend vastleggingsvisum.

#### HOOFDSTUK IV. — *Controle van de penningmeesters en ontvangers*

**Art. 88.** § 1. Het Agentschap voert interne controleprocedures in die ervoor zorgen dat de penningmeesters en de ontvangers hun opdrachten uitvoeren overeenkomstig hun aanstellingsbesluit en de voorschriften van dit besluit of enige andere toepasbare reglementering.

§ 2. Indien uit indicatoren bij de controle van het wettelijk en regelmatig karakter van de verrichtingen van de penningmeesters of de ontvangers of los daarvan blijkt dat er een risico op wanbeheer bestaat, kan een verantwoordelijk gezag een specifieke controle op de stukken en, in voorkomend geval, ter plaatse voeren. Als daaruit blijkt dat er eenvoudige vergissingen begaan werden waarvan correctie mogelijk is, worden penningmeester of ontvanger verzocht die door te voeren.

**Art. 89.** Het centrale innings- en betalingssysteem van het Agentschap is zodanig geconfigureerd dat alle transacties chronologisch worden gevolgd en dat acties ter voorkoming van fraude en dubbele betalingen worden geïntegreerd.

**Art. 90.** § 1. Het verantwoordelijk gezag ziet erop toe dat elke penningmeester en elke ontvanger verantwoording afleggen voor hun beheer in de gevallen en binnen de termijnen, evenals volgens de nadere regels van artikel 39 van het decreet van 15 december 2011 of bepalingen van wetgevende, reglementaire of conventionele aard.

§ 2. Voordat de rekeningen aan het Rekenhof worden overgemaakt, onderzoekt het verantwoordelijk gezag minstens de vorm en de volledigheid van de rekening, evenals de rekenkundige bewerkingen ervan, en de onderlinge overeenstemming van de geschriften en de saldo's van de financiële rekening.

§ 3. Wanneer uit de rekening van de penningmeester een tekort blijkt, wordt deze door het verantwoordelijk gezag verzocht dit tekort aan te vullen. Zoniet wordt er een proces-verbaal opgemaakt met het vastgestelde tekort, de dag waarop en de omstandigheden waarin zich dat tekort voordeed en wordt dit onverwijld aan het Rekenhof overgemaakt, samen met de rekening die het tekort vertoont.

§ 4. Wanneer het Rekenhof de debetrekking vastlegt, beslist de Minister van Begroting met inachtneming van de toepasselijke bepalingen om, indien daar al dan niet aanleiding toe is, de ontvanger of de penningmeester voor het Hof te dagen om het tekort terug te betalen. Bij een tekort wordt dit bedrag onverwijld op het krediet geboekt waarvan sprake in artikel 40 van het decreet van 15 december 2011 om de deficitaire financiële rekening te stijven.

#### HOOFDSTUK V. — *Bescherming van het erfgoed*

**Art. 91.** Overeenkomstig artikel 100 van het decreet van 15 december 2011 voert het Agentschap gepaste regelingen in ter bescherming van diens vermogen tegen waardeverliezen, diefstal, bedrieglijk gebruik en schade.

Op de roerende goederen die in de activa van de balans opgenomen zijn wordt er een barcode, of een gelijkaardige techniek, aangebracht zodat ze in de tijd getraceerd kunnen worden. De gegevens stemmen overeen met de gegevens geboekt op het ogenblik van de aankopen in de inventaris bedoeld in artikel 34 van het decreet van 15 december 2011.

**Art. 92.** Overeenkomstig artikel 100 van het decreet van 15 december 2011 treft het Agentschap alle gepaste interne controlemaatregelen ter voorkoming van:

1° elk bedrag in het beheer van de bevoorradingen en leveringen;

2° elke vernieling;

3° elke diefstal.

Het Agentschap verricht een correcte raming van zijn behoeften aan goedkope kleine duurzame goederen en de leveringen ervan. Hij zorgt voor de fysieke veiligheid van zijn voorraden en het permanent beheer ervan door registratie van met name elke uitgaande en binnenkomende beweging, de lokalisatie ervan, evenals van, in voorkomend geval, de eindbestemming ervan.

De goedkope duurzame kleine goederen die rechtstreeks geboekt worden in de resultatenrekening van de algemene boekhouding overeenkomstig ESER, worden in de fysieke inventaris opgenomen. De gebruikers zijn er verantwoordelijk voor en verbinden er zich toe ze bij eerste verzoek van het verantwoordelijk gezag terug te geven.

### TITEL III. — *Budgettaire en boekhoudkundige interne audit*

**Art. 93.** § 1. Het in artikel 8/1 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid bedoelde comité voor interne audit waakt over de invoering van een interne audit voor de controleprocedures in budgettaire en boekhoudkundige materies binnen het Agentschap.

§ 2. De budgettaire en boekhoudkundige interne audits bedoeld in artikel 73, worden toevertrouwd aan de auditdienst bedoeld in artikel 8/2 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

**Art. 94.** Onverminderd andere opdrachten die het Auditcomité werden toevertrouwd en de toepassing van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, zijn auditactiviteiten betreffende de uitvoering van de begroting en de boekhoudingen, evenals de daarmee verband houdende financiële verrichtingen, rekening houdend met de risicobeoordeling bedoeld in artikel 70, § 1, inbegrepen in het door het Auditcomité gevoerde auditbeleid.

In het kader van de auditactiviteiten bedoeld in lid 1 en onverminderd de toepasbare wettelijke of reglementaire bepalingen wordt het Auditcomité ermee belast:

1° de interne auditopdrachten te programmeren en de uitvoering ervan door de personeelsleden die met de interne audit belast zijn, te coördineren;

2° te waken over de opvolging van de acties waartoe werd besloten na afloop van de interne auditopdrachten bedoeld in 1°;

3° de gepastheid, de doeltreffendheid en de kwaliteit van de interne audit in begroting en boekhouding, uitgevoerd binnen het Agentschap te beoordelen, evenals aanbevelingen te doen;

4° de methodes en de instrumenten, uitgevoerd door de personeelsleden belast met de interne audit goed te keuren en zich vergewissen van de verspreiding van de goede praktijken inzake interne audit en interne controle op begroting en boekhouding binnen het Agentschap.

**Art. 95.** De personeelsleden belast met de interne audit voeren hun opdrachten uit overeenkomstig de beroepsnormen inzake interne audit en het handvest interne audit van het Agentschap.

Krachtens het beginsel van de scheiding tussen de operationele functies en de controlerende functies mogen de ordonnateurs, de penningmeesters of de ontvangers niet deelnemen aan de auditopdrachten in de diensten waar ze hun ambt uitoefenen.

### Titel IV. — *Administratieve en budgettaire controle binnen de begroting van andere opdrachten dan paritaire opdrachten*

#### HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

**Art. 96.** § 1. Overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 15 december 2011 is het Agentschap onderworpen aan een administratieve en budgettaire controle met betrekking tot zijn begroting voor andere opdrachten dan de paritaire opdrachten zoals bepaald door het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Die controle heeft betrekking op de uitvoering van de begroting en het financieel beheer van het Agentschap.

De administratieve en begrotingscontrole heeft betrekking op de ontwerpen van beslissing van de Regering en van de diensten van het algemeen bestuur van het Agentschap.

§ 2. Het wordt uitgeoefend door de Regering, de Minister van Begroting en de functioneel bevoegde Ministers.

§ 3. De Regering, de Minister van Begroting en de functioneel bevoegde Ministers worden bijgestaan door de Inspecteurs van Financiën bedoeld in artikel 48, § 2, van het decreet van 15 december 2011.

#### HOOFDSTUK II. — *Regeringscontrole*

##### *Afdeling 1. — De Regering*

**Art. 97.** Tenzij anders bepaald, is het volgende onderworpen aan de voorafgaande toestemming van de Regering:

1° beslissingen over de toekenning van anorganische subsidies of leningen die aan de Regering worden voorgelegd op basis van het besluit tot regeling van haar werking wanneer de begunstigde in de begroting van het Agentschap wordt aangewezen;

2° beslissingen over de toekenning van anorganische subsidies of leningen die aan de Regering worden voorgelegd op basis van het besluit tot regeling van haar werking wanneer de begunstigde in de begroting van het Agentschap niet wordt aangewezen;

3° zonder beperking van bedrag, de beslissingen betreffende de uitgaven uitgetrokken op een beraadslaagd programma van de Waalse Regering met vermelding van de begunstigde(n);

4° beslissingen waarbij organieke regelen betreffende de toekenning van toelagen worden uitgevaardigd of gewijzigd;

5° ontwerpen van beslissing inzake overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, die aan de Regering worden voorgelegd krachtens het besluit tot regeling van haar werking;

6° de rechtsvorderingen ingesteld als eiser en als verweerder in naam van de Waalse Regering.

##### *Afdeling 2. — Minister van Begroting*

**Art. 98.** § 1. Het volgende is onderworpen aan de voorafgaande toestemming van de Minister van Begroting:

1° de punten 1° tot en met 6° onderworpen aan de voorafgaande instemming van de Regering overeenkomstig artikel 97;

2° de beslissingen tot toekenning van de facultatieve subsidies hoger dan 25.000 euro, gemachtigd:

a) bij een decreet dat de toekenningsvoorwaarden de begunstigde en het becijferde bedrag niet vast en definitief bepaalt;

b) of, bij ontstentenis, bij een bijzondere bepaling opgenomen in de uitgavenbegroting overeenkomstig artikel 28/2, § 2, vijfde lid, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en die geen aanleiding geven tot een nominatieve inschrijving van de begunstigde in de begroting van het Agentschap.

§ 2. Aan de voorafgaande instemming van de Minister van Begroting worden onderworpen de ontwerpen van besluiten of beslissingen die in het geval bedoeld in artikel 23, § 1, van het decreet van 15 december 2011 een regulerende vastlegging vereisen wanneer het bedrag van de uitgave hoger is dan:

1° 31.000 euro voor de subsidies;

2° 31.000 euro, BTW niet meegerekend, voor de andere uitgaven dan de subsidies.

§ 3. De Minister van Begroting betuigt zijn instemming binnen tien dagen.

Wanneer de instemming van de Minister van Begroting evenwel vereist is voor de beraadslaging door de Regering, kan daar zonder verdere formaliteit akte van genomen worden in de definitieve kennisgeving van de beslissing van de Regering.

§ 4. Wanneer de punten 1° tot 6° bedoeld in artikel 97, de instemming van de Minister van Begroting niet hebben gekregen, kunnen zij door de betrokken Minister aan de Regering worden voorgelegd.

§ 5. De Minister van Begroting kan voor bepaalde aangelegenheden beslissen dat het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën vrijstelt van zijn voorafgaande instemming.

### Afdeling 3. — Controle door de inspecteurs van Financiën

**Art. 99.** De Inspecteurs van Financiën die geaccrediteerd zijn bij een Minister die het Agentschap functioneel onder zijn bevoegdheid heeft, verstrekken aan de Minister bij wie ze geaccrediteerd zijn, alle aanbevelingen die de doeltreffendheid en de doelmatigheid van de ingezette middelen kunnen verhogen, de werking van de diensten kunnen verbeteren en besparingen of ontvangsten kunnen verwezenlijken.

**Art. 100.** De inspecteurs van Financiën brengen hun advies uit, dat afgesloten wordt door een melding "gunstig" of "ongunstig" over ieder vraagstuk dat hen door de Minister bij wie ze geaccrediteerd zijn of door het Agentschap wordt voorgelegd. Ze kunnen door de Minister met name belast worden om onderzoeken uit te voeren bij de eenheden, gesubsidieerd door het Waalse Gewest.

**Art. 101.** Aan de Inspecteur van Financiën worden voor voorafgaand advies voorgelegd :

1° de punten onderworpen aan de voorafgaande instemming van de Minister van Begroting overeenkomstig artikel 98;

2° de punten die ter ondertekening worden voorgelegd aan de ministers met functionele bevoegdheden, overeenkomstig het besluit houdende de overdrachten van de bevoegdheden betreffende de opdrachten van het Agentschap, met uitzondering van de subsidies:

a) die toegekend zijn overeenkomstig organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het vaste bedrag ervan definitief bepalen;

b) andere, met een bedrag lager dan 6.000 euro;

3° de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag van de schatting of het bedrag zonder BTW hoger is dan of gelijk is aan de volgende bedragen :

	Open aanbesteding	Beperkte aanbesteding	Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, mededingingsprocedure met onderhandeling, Rechtstreekse onderhandelde procedure met voorafgaande bekendmaking
Werken	250.000 euro	125.000 euro	85.000 euro
Leveringen	200.000 euro	125.000 euro	31.000 euro
Diensten	125.000 euro	62.000 euro	31.000 euro

De kennisgeving van de overheidsopdrachten bedoeld in lid 1, 3°, die 8.500 euro bereiken, BTW niet meegerekend, wordt maandelijks medegegeeld aan de Inspectie van Financiën;

4° de gemotiveerde aanvragen voor een regulerende vastlegging in het geval bedoeld in artikel 23, § 1, van het decreet van 15 december 2011, samen met de bewijsstukken van de uitgave.

**Art. 102.** De functioneel bevoegde Ministers en de Minister van Begroting kunnen, in onderlinge overeenstemming, de in artikel 101 bedoelde bedragen aanpassen voor de categorieën uitgaven die ze bepalen.

De Minister van Begroting vraagt vooraf het advies van de Inspectie van Financiën aan die tot dat einde de aard en de omvang van de risico's betreffende de geplande aanpassingen schat.

Het akkoord bedoeld in het eerste lid neemt de vorm aan van een protocol dat het volgende vaststelt :

1° de nagestreefde doelstellingen;

2° de aard van de betrokken uitgaven;

3° de begrotingsprogramma's of gedeelten daarvan waarop ze betrekking hebben;

4° de nieuwe bedragen die van toepassing zijn;

5° de alternatieve modaliteiten voor risicocontrole waarin moet worden voorzien;

6° de begeleidings- en toezichtsmaatregelen;

7° de geldigheidsduur van het akkoord.

Het advies van de Inspectie van Financiën wordt gevoegd bij het protocol.

De in het akkoordprotocol bedoelde dossiers zijn achteraf onderworpen aan een controle van de Inspectie van Financiën op grond van een monsterneming volgens de in lid 3, 6°, bedoelde modaliteiten.

Het akkoordprotocol wordt meegedeeld aan de Regering ter informatie en aan de betrokken besturen ter uitvoering alsook aan het Rekenhof.

De Inspecteurs van Financiën behouden hun raadgevende bevoegdheid inzake de algemene aanwending van de kredieten voor de in het eerste lid bedoelde uitgaven.

**Art. 103.** In de uitoefening van hun ambt gaan de Inspecteurs van Financiën na of de voorstellen bedoeld in artikel 101 overeenstemmen met de beslissing van de Regering of de Ministers.

**Art. 104.** Wanneer de betrokken Minister zich niet kan aansluiten bij een ongunstig advies van een Inspecteur van Financiën over één van de in artikel 101 bedoelde voorstellen, maakt hij het voorstel aanhangig bij de Regering, die zich erover moet uitspreken.

**Art. 105.** De Inspecteurs van Financiën kunnen hun opdracht op stukken en ter plaatse uitvoeren. Ze hebben toegang tot alle dossiers en archieven en ontvangen van de diensten alle inlichtingen waarom zij vragen.

Onverminderd de bepalingen van het werkingsbesluit van de Regering geven de Inspecteurs van Financiën hun volledige advies binnen een termijn van 10 werkdagen te rekenen van de ontvangst van het volledige dossier. De termijn kan worden gebracht op 20 werkdagen op aanvraag van de Inspectie van Financiën. Bij gebrek aan advies binnen de gestelde termijn kan de betrokken Minister het dossier voorleggen aan de Minister van Begroting.

De Inspecteurs van Financiën mogen niet deelnemen aan het beleid noch het beheer van de diensten van de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn en ook geen bevelen geven tot het verhinderen of schorsen van verrichtingen.

In dringende gevallen kunnen de Ministers vragen dat het advies van de Inspecteur van Financiën hun binnen een door hen bepaalde termijn wordt medegedeeld.

**Art. 106.** Indien een Minister één van de in dit besluit bedoelde voorstellen voorlegt aan de Regering of aan de Minister bevoegd voor de Begroting, voegt hij daar telkens het advies van de Inspecteur van Financiën bij.

**Art. 107.** Elk besluit vermeldt in de aanhef, met opgave van de datum, het advies van de Inspecteur van Financiën, het akkoord van de Regering, van de Minister bevoegd voor de Begroting.

In geval van toepassing van artikel 98, § 5, wordt de beslissing van de Minister van Begroting vermeld.

**Art. 108.** De toepassing van de bepalingen van titel 4 doet geen afbreuk aan de bepalingen die bij besluit door de Regering worden genomen met het oog op de regeling van haar werking.

#### **Titel V. — De financiële en budgettaire raad van toezicht**

##### *HOOFDSTUK I. — Inleidende bepalingen*

**Art. 109.** De financiële en budgettaire raad van toezicht wordt bij de uitvoering van zijn taak bijgestaan door een autonome eenheid die rechtstreeks onder zijn gezag staat.

##### *HOOFDSTUK II. — Opdrachten van de financiële en budgettaire raad van toezicht*

**Art. 110.** § 1. De Raad houdt toezicht op de uitvoering van de begroting van het Agentschap en de ontwikkeling van de thesaurie. Daartoe, overeenkomstig artikel 6/1 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid legt hij om de drie maanden een rapport aan de Algemene raad, aan de Branchecomités en aan de Regering over m.b.t. de ontvangsten en uitgaven van het Agentschap, meer bepaald over de vooruitzichten terzake en de verschillende aspecten van de evolutie ervan;

De financiële en budgettaire raad van toezicht stelt voor elke aan het Agentschap toevertrouwde paritaire opdracht een gedeeltelijke begrotingsdoelstelling vast, op basis van het verbruik dat in het verleden voor deze opdracht is verricht. De gedeeltelijke begrotingsdoelstelling is om voor elke opdracht over een periode van 3, 6, 9, 12 en 24 maanden een gebruikspercentage voor elke opdracht te bereiken.

Op basis van de geconstateerde ontwikkeling van de uitgaven, wanneer de gedeeltelijke begrotingsdoelstelling met een percentage is overschreden die door de financiële en budgettaire raad van toezicht is vastgesteld, vermeldt laatstgenoemde de omvang van de overschrijding aan de Overeenkomstencommissie en aan het betrokken Branchecomité. Het Comité van de Conventie en het Branchecomité wordt verzocht de Regering correctiemaatregelen voor te stellen om ervoor te zorgen dat de gedeeltelijke begrotingsdoelstelling wordt gehaald

Indien er binnen vijftig dagen geen reactie is, maakt de financiële en budgettaire raad van toezicht het vastgestelde probleem aanhangig bij de Algemene Raad en de Regering.

§ 2. Met betrekking tot de begroting voor de paritaire opdrachten brengt de Raad, overeenkomstig artikel 6/1, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, advies uit over de verenigbaarheid met de begroting van de opdrachten van de betrokken branche van elke overeenkomst waarover binnen een commissie is onderhandeld of van elke revalidatieovereenkomst voorgedragen door een commissie. Dat advies wordt uitgebracht voordat een overeenkomst of een revalidatieovereenkomst wordt goedgekeurd door het Comité van de betrokken branche.

Het advies is niet-bindend. Indien het desbetreffende Branchecomité deze keuze echter niet volgt, dient het zijn keuze met redenen te omkleden.

§ 3. Met betrekking tot de begroting van de paritaire en niet-paritaire opdrachten die door de Regering worden gedelegeerd, overeenkomstig artikel 6, lid 1, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, brengt de Raad vooraf advies uit over elk voorstel voor een beslissing van een Branchecomité dat rechtstreeks of onrechtstreeks van invloed kan zijn op de ontvangsten of nieuwe uitgaven kan meebrengen.

Het advies is niet-bindend. Indien het desbetreffende Branchecomité deze keuze echter niet volgt, dient het zijn keuze met redenen te omkleden.

**Boek IV. — Structuur en verantwoording van de begroting van het Agentschap****Titel I. — De tabel van de ontvangstenbegroting**

**Art. 111.** De tabel van de ontvangstenbegroting van het Agentschap is in zijn horizontale structuur onderverdeeld in afdelingen en programma's. Elk programma komt overeen met een specifieke activiteit.

De afdelingen en programma's worden in oplopende volgorde genummerd en elk nummer telt twee posities.

**Art. 112.** Elk programma kan worden onderverdeeld in twee titels, genummerd in Romeinse cijfers, die betrekking hebben op respectievelijk de lopende en de kapitaalinkomsten.

**Art. 113.** Elke programma en elke titel is onderverdeeld in één of meerdere basisallocaties volgens de economische en de functionele classificatie. Het nummer van de basisallocatie bevat het programmanummer, de economische code, het volgnummer en de functionele code.

De economische code bevat vier posities.

Het volgnummer bevat twee posities. De basisallocaties worden in oplopende volgorde geklasseerd.

De functionele code bevat vijf posities.

De inhoudelijke omschrijving van de basisallocatie bevat altijd de oorsprong van de ontvangst en de aard van de ontvangst.

**Art. 114.** De ontvangstenkredieten worden berekend per programma, per titel en globaal voor de begroting getotaliseerd.

**Art. 115.** § 1. In zijn verticale structuur is de tabel van de begroting samengesteld uit de volgende kolommen:

1° één kolom met in hoofdletters de initialen van de bevoegde Minister, overgenomen van de begroting van het Agentschap;

2° één kolom die het nummer van de titel bevat;

3° één kolom die het programmanummer bevat;

4° één kolom die de eerste twee posities van de economische code van de basisallocatie bevat;

5° één kolom die de laatste twee posities van de economische code van de basisallocatie bevat;

6° één kolom die het volgnummer bevat;

7° één kolom die de functionele code van de basisallocatie bevat;

8° één kolom met de inhoudelijke omschrijving van de programma's en de basisallocaties.

§ 2. In het geval van een initiële begroting voor een bepaald jaar wordt er een kolom toegevoegd die de ontvangstenkredieten van de initiële begroting van dat bepaald jaar bevat.

§ 3. In het geval van een aangepaste begroting voor een bepaald jaar worden volgende kolommen toegevoegd:

1° een kolom die de ontvangstenkredieten van de initiële begroting van het bepaalde jaar bevat;

2° een kolom die de aanpassingen van de ontvangstenkredieten van het bepaalde jaar bevat;

3° een kolom die de aangepaste ontvangstenkredieten van het bepaalde jaar bevat.

Betreffende 2° wordt, bij elke nieuwe begrotingsaanpassing, een nieuwe kolom toegevoegd.

Betreffende 3° zijn de aangepaste ontvangstenkredieten de som van de initiële kredieten en de kredietaanpassingen.

In voorkomend geval kan de verticale structuur van de tabel van de ontvangstenbegroting door de Minister van Begroting gewijzigd worden om hem aan te passen aan de evoluties van de begrotingstechnische of boekhoudkundige normen.

**Titel II. — De tabel van de uitgavenbegroting**

**Art. 116.** De tabel van de uitgavenbegroting van het Agentschap omvat in zijn horizontale structuur een afdeling betreffende het beheer van het Agentschap en meerdere afdelingen betreffende de opdrachten van het Agentschap.

Elke afdeling kan worden onderverdeeld in één of meerdere programma's. Elk programma komt overeen met een specifieke activiteit die wordt overwogen om de aan het Agentschap toevertrouwde opdrachten uit te voeren.

De afdelingen en programma's worden in oplopende volgorde genummerd en elk nummer telt twee posities.

**Art. 117.** Elk programma omvat een titel 1 betreffende de lopende uitgaven en een titel 2 betreffende de kapitaaluitgaven. Elke titel is onderverdeeld in één of meerdere basisallocaties volgens de economische en de functionele classificatie. Het nummer van de basisallocatie bevat het programmanummer, de economische code, het volgnummer en de functionele code.

De economische code bevat vier posities.

Het volgnummer bevat twee posities. De basisallocaties worden in oplopende volgorde geklasseerd.

De functionele code bevat vijf posities.

De inhoudelijke omschrijving van de basisallocatie bevat altijd de oorsprong van de uitgave, namelijk de begunstigde of de categorie begunstigden, en de aard van de ontvangst. Het geeft aan of het opgenomen krediet bestemd is voor de financiering:

1° van onderzoeksactiviteiten; in dit geval wordt de formulering gevolgd door een "R".

2° van de investeringsuitgaven; in dit geval wordt de formulering gevolgd door een "I".

3° of van projecten die door de Europese Unie worden medegefinancierd; in dit geval wordt de tekst gevolgd door een "E".

**Art. 118.** De vastleggings- en de vereffeningskredieten worden per afdeling en per programma, voor de begroting getotaliseerd, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de lopende uitgaven en de kapitaaluitgaven.



**Art. 119.** § 1. In zijn verticale structuur is de tabel van de begroting van de uitgaven samengesteld uit de volgende kolommen:

- 1° een kolom met in hoofdletters de initialen van de bevoegde Minister;
- 2° een kolom die achtereenvolgens het afdelingsnummer en het programmanummer bevat;
- 3° één kolom die de eerste twee posities van de economische code van de basisallocatie bevat;
- 4° één kolom die de laatste twee posities van de economische code van de basisallocatie bevat;
- 5° één kolom die het volgnummer van de basisallocatie bevat;
- 6° één kolom die de functionele code van de basisallocatie bevat;
- 7° één kolom met de inhoudelijke omschrijving van de programma's en de basisallocaties.

§ 2. In het geval van een initiële begroting voor een bepaald jaar worden volgende kolommen toegevoegd:

- 1° een kolom die de vastleggingskredieten van de initiële begroting van het bepaalde jaar bevat;
- 2° een kolom die de vereffeningskredieten van de initiële begroting van het bepaalde jaar bevat.

§ 3. In het geval van een aangepaste begroting voor een bepaald jaar worden volgende kolommen toegevoegd:

- 1° een kolom die de vastleggingskredieten van de initiële begroting van het bepaalde jaar bevat, met opname van de herverdelingen van de kredieten bedoeld in artikel 93 van het decreet van 15 december 2011;
- 2° een kolom die de vereffeningskredieten van de initiële begroting van het bepaalde jaar bevat, met opname van de herverdelingen van de kredieten bedoeld in artikel 93 van het decreet van 15 december 2011;
- 3° een kolom die de aanpassingen van de vastleggingskredieten van het bepaalde jaar bevat;
- 4° een kolom die de aanpassingen van de vereffeningskredieten van het bepaalde jaar bevat;
- 5° een kolom die de aangepaste vastleggingskredieten van het bepaalde jaar bevat;
- 6° een kolom die de aangepaste vereffeningskredieten van het bepaalde jaar bevat.

Betreffende 3° en 4° wordt, bij elke nieuwe begrotingsaanpassing, een nieuwe kolom toegevoegd.

Betreffende 5° en 6° zijn de aangepaste vastleggingskredieten de som van de initiële kredieten en de kredietaanpassingen.

§ 4. De verticale structuur van de tabel van de uitgavenbegroting kan door de Minister van Begroting gewijzigd worden om hem aan te passen aan de evoluties van de begrotingstechnische of boekhoudkundige normen.

### **Titel III. — Verantwoordingen betreffende de ontvangstenbegroting en de uitgavenbegroting**

**Art. 120.** § 1. Wat betreft de begrotingen bedoeld in de artikelen 111 en 116 wordt, in ontvangsten en in uitgave, per basisallocatie een fiche opgesteld. Voor de uitgaven bevat de fiche een deel gewijd aan de vastleggingskredieten en een deel gewijd aan de vereffeningskredieten.

In het kader van de initiële begroting bevat elke fiche minstens de volgende elementen:

- 1° de inhoudelijke omschrijving, het volgnummer, de economische code en de functionele code van de basisallocatie en het nummer van de organisatie-afdeling en het nummer van het programma;
- 2° de wettelijke grondslag voor de ontvangst of de uitgave;
- 3° de initiële kredieten van het begrotingsjaar voorafgaand het welbepaalde begrotingsjaar;
- 4° de initiële kredieten van het welbepaalde begrotingsjaar;
- 5° een commentaar bij de raming van de initiële kredieten van het welbepaalde begrotingsjaar;
- 6° een commentaar bij de nadere vereffeningsregels inzake de thesaurie.

Het deel betreffende de vereffeningskredieten omvat het vereffeningsplan vastgesteld over vijf jaar.

In het kader van de aangepaste begroting bevat elke fiche minstens de volgende elementen:

- 1° de inhoudelijke omschrijving, het volgnummer, de economische code en de functionele code van de basisallocatie en het nummer van de organisatie-afdeling en het nummer van het programma;
- 2° de wettelijke grondslag voor de ontvangst of de uitgave;
- 3° de initiële kredieten van het welbepaalde begrotingsjaar;
- 4° de aanpassing van de kredieten van het welbepaalde begrotingsjaar;
- 5° de aangepaste kredieten van het welbepaalde begrotingsjaar;
- 6° een commentaar bij de raming van de aangepaste kredieten van het welbepaalde begrotingsjaar.

Het deel betreffende de vereffeningskredieten omvat het vereffeningsplan vastgesteld over vijf jaar.

§ 2. De verantwoordings- en duidingsfiches worden per programma samengebracht. Elk programma wordt voorzien van een commentaar over de acties vallend onder bijhorende kredieten.

De programma's zijn dan gegroepeerd per afdeling. Elke afdeling wordt voorzien van een commentaar over de acties vallend onder bijhorende kredieten.

Alle verantwoordings- en duidingsfiches vormen de verantwoording van de begroting.

De Minister van Begroting stelt in overleg met de bevoegde vakministers, het gestandaardiseerd model en de nadere regels van de verantwoordings- en duidingsfiches vast.

§ 3. De verantwoording van de begroting wordt voorzien van een projectie, bij ongewijzigd beleid over minstens drie jaar, van de ontvangsten en de uitgaven.

### **Boek V. — Slotbepalingen**

**Art. 121.** De subsidies aan het Agentschap krachtens artikel 28 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid worden toegekend bij besluit van de Minister of Ministers bevoegd voor Gezondheid en Welzijn, Handicap en Gezinsbeleid.

**Art. 122.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2019.

**Art. 123.** De Minister bevoegd voor gezondheidsbeleid, bijstand aan personen en gezinsbijslagen en de Minister van Begroting zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken  
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/42687]

28 NOVEMBRE 2019. — Ordonnance portant diverses dispositions dans le cadre de la reprise du service des taxes de circulation et du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### TITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition introductive*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**TITRE 2. — Dispositions portant modification du Code des impôts sur les revenus 1992 et du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus dans le cadre de la reprise du service de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles et la taxe de mise en circulation**

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992*

**Art. 2.** Les modifications effectuées par le Titre 2 de la présente ordonnance sont applicables uniquement en ce qui concerne :

- 1° la taxe de circulation sur les véhicules automobiles ;
- 2° la taxe de mise en circulation.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications apportées par les articles 54 à 63 sont également applicables au précompte immobilier.

**Art. 3.** Dans la version française de l'article 298 du Code des impôts sur les revenus 1992, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « le dirigeant de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou par le fonctionnaire délégué par lui » sont remplacés par les mots « l'agent statuaire ou contractuel désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° dans le paragraphe 2, les mots « les fonctionnaires chargés du recouvrement » sont remplacés par les mots « l'agent statuaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

**Art. 4.** Dans la version néerlandaise de l'article 298 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « de leidinggevende ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of door de door hem gedelegeerde ambtenaar » sont remplacés par les mots « de statutaire of contractuele agent aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° dans le paragraphe 2, les mots « de ambtenaren belast met de invordering » sont remplacés par les mots « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

**Art. 5.** Dans la version française de l'article 300, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « Le Roi » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/42687]

28 NOVEMBER 2019. — Ordonnantie houdende diverse bepalingen in het kader van de overname van de dienst van de verkeersbelastingen en van de onroerende voorheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

#### TITEL 1. — *Inleidende bepaling*

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**TITEL 2. — Bepalingen houdende de wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen in het kader van de overname van de dienst van de verkeersbelasting op de autovoertuigen en de belasting op de inverkeerstelling**

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingsbepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

**Art. 2.** De door de Titel 2 van deze ordonnantie doorgevoerde wijzigingen zijn uitsluitend van toepassing voor wat betreft :

- 1° de verkeersbelasting op de autovoertuigen ;
- 2° de belasting op de inverkeerstelling.

In afwijking van het eerste lid zijn de wijzigingen aangebracht door artikelen 54 tot 63 ook van toepassing op de onroerende voorheffing.

**Art. 3.** In de Franse versie van artikel 298 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « le dirigeant de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou par le fonctionnaire délégué par lui » vervangen door de woorden « l'agent statuaire ou contractuel désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;

2° in paragraaf 2 worden de woorden « les fonctionnaires chargés du recouvrement » vervangen door de woorden « l'agent statuaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

**Art. 4.** In de Nederlandse versie van artikel 298 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « de leidinggevende ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of door de door hem gedelegeerde ambtenaar » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering » ;

2° in paragraaf 2 worden de woorden « de ambtenaren belast met de invordering » vervangen door de woorden « de statutaire of contractuele agent hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

**Art. 5.** In de Franse versie van artikel 300, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « Le Roi » vervangen door de woorden « Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».